

fonction publique



Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

numéro 232
mars/avril 2014
46^e année
paraît 6 fois par an

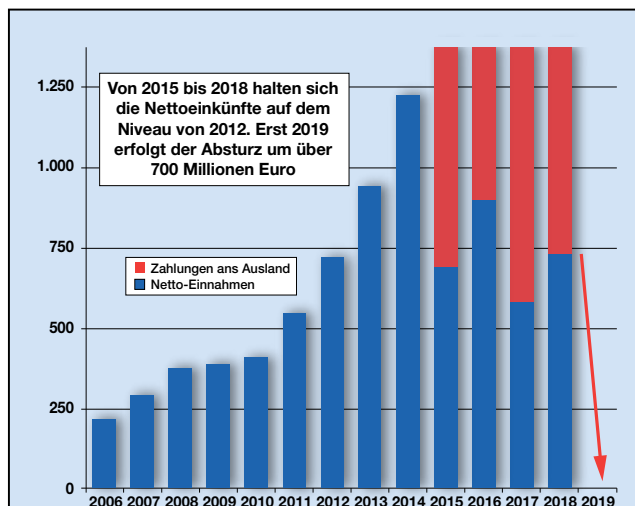
Le pouvoir de décision

Nombreux sont ceux qui, dans notre société démocratique, détiennent le pouvoir de décision par le simple fait qu'ils occupent une fonction leur conférant ce droit. Qu'il s'agisse d'un manager, d'un officier de l'armée, d'un chef de service ou d'un patron d'entreprise, leur parole vaut loi. Ces décisions cependant ne sauraient convaincre que si au pouvoir purement formel s'ajoute la *capacité* de décider. Et en être capable signifie aborder les problèmes sans hésitation, les analyser, leur faire face pour trouver une solution. Selon Albert Camus le «révolté, au sens étymologique, fait volte-face. Il marchait sous le fouet du maître. Le voilà qui fait face. Il oppose ce qui est préférable à ce qui ne l'est pas.» La décision une fois prise, il faut faire preuve de courage, de sens de responsabilité et de ténacité pour mener jusqu'au bout ce que l'on a commencé. Finalement, celui qui est capable de prendre une décision importante ne cherche jamais la solution de facilité se contentant de pratiquer la politique de l'autruche ou de s'opposer à tout changement par parti pris et de balayer toute innovation par un non catégorique.

L'évolution du fameux dossier de la réforme de la Fonction publique a, une fois de plus, démontré quels acteurs sociaux savent prendre des décisions et assumer leurs responsabilités et qui préfère se cacher derrière un refus catégorique avec un goût de populisme de bas étage sans aucun effet quant au fond du problème. Un homme libre, pour en revenir à Albert Camus, ne s'arrête point au refus, mais propose des alternatives: «Qu'est-ce qu'un homme révolté? Un homme qui dit non. Mais s'il refuse, il ne renonce pas: c'est aussi un homme qui dit oui, dès son premier mouvement.» Voilà pourquoi la CGFP, bien qu'elle n'ait pas demandé une réforme de la Fonction publique, a relevé le défi posé par cette réforme et ceci dans l'intérêt de tous les agents publics, dans l'intérêt d'un service public de qualité et dans l'intérêt du pays.

Certains révolutionnaires incendiaires, aveuglés par la défense désespérée de leurs petits intérêts particuliers et adeptes de la solution de facilité, ne se fatiguent pas de clamer leur «ceterum censeo» soi-disant de détruire Carthage mais en réalité de dire tout simplement non à la réforme. On peut se demander s'ils se rendent compte des conséquences d'un tel refus truffé en plus d'idées farfelues? Il faut être bien naïf pour croire qu'un non catégorique suffit pour changer le cours des choses. On retardera peut-être la mise en œuvre de la réforme et la réalisation de l'accord salarial (ce qui à leurs yeux n'a aucune importance puisqu'ils y ont renoncé), mais ils ne réussiront pas à contrecarrer les projets prévus dans le programme gouvernemental. Vouloir arrêter des développements déjà lancés depuis belle lurette ne saurait que retarder l'explosion d'une bombe amorcée dès à présent. Et les conséquences d'une détonation à retardement seraient beaucoup plus néfastes puisqu'incontrôlables. Voilà où mènerait un non sans alternatives.

La CGFP elle a choisi d'agir en conséquence, de ne pas revenir sur sa décision et de s'investir à fond pour pallier les inconvénients qu'une réforme mal conçue pourrait causer aux agents de l'État. Au cours des entrevues avec le ministre de la Fonction publique qui se sont d'ailleurs déroulées en toute sérénité, les pendules ont été remises à l'heure suite à l'avis critique du Conseil d'État qui, sur beaucoup de points, a confirmé les réserves et les objections aussi bien de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics que de la CGFP: le système d'appréciation sera réduit à une seule étape et l'on renoncera à juger des qualités personnelles et relationnelles; les stagiaires de troisième année seront rémunérés à 90% du quatrième échelon (et non pas du troisième); le rapport d'exercice professionnel totalement superfétatoire sera supprimé et, finalement, la mobilité des



Die elektronische Mehrwertsteuer auf dem Prüfstand

Bei den Einnahmen der elektronischen Mehrwertsteuer wird Luxemburg einen hohen Einbruch erleben, der sogar noch höher ausfallen wird als die verkündeten 700 Millionen Euro. Doch dieser Ausfall kommt erst 2019. In den Jahren 2015 bis 2018 werden die Netto-Einnahmen zwar unter jenen von 2013 liegen, sie verbleiben aber auf dem Niveau von 2012. (Siehe hierzu unser ausführliches Mehrwertsteuer-Dossier auf den Seiten 7 bis 11 in dieser Ausgabe)

Dans ce numéro

Actualité		Budget de l'Etat	
Reformvorhaben: CGFP-Vorständekonferenz stimmt Änderungsvorschlägen zu	3	La Chambre des fonctionnaires et employés publics se prononce	12
Nachgefragt		Services publics dans l'UE	
CGFP-Generalsekretär Romain Wolff im Interview	4	Prix abordables pour tous?	21
Eine Mogelpackung		Privat-Rundreise	
Die 15 ^{te} Prognose für die elektronische Mehrwertsteuer	7	Geheimnisvolles Java und traumhaftes Bali	31

agents durant le stage sera abolie. Voilà un résultat issu des propositions récentes du gouvernement et des négociations de la CGFP, approuvé par la conférence des comités, dont on peut être fier!

La CGFP avec ses comités et tous ses membres a ainsi, dans son refus de retourner à la case de départ et dans sa volonté de

mener les choses à bien, créé une base de confiance entre les partenaires sociaux – condition sine qua non pour poursuivre un dialogue social fructueux et constructif dont profiteront certainement toutes celles et tous ceux qui travaillent pour le bon fonctionnement de l'État!

Claude HEISER

fonction publique

Organe de la Confédération Générale
de la Fonction Publique

Éditeur: CGFP
488, route de Longwy,
L-1940 Luxembourg
Tél.: 26 48 27 27-1 – Fax: 26 48 29 29
E-mail: cgfp@cgfp.lu
Rédaction: Tél. 26 48 27 27-30
La reproduction d'articles, même
par extraits, n'est autorisée qu'en
cas d'indication de la source.
Les articles signés ne reflètent pas
nécessairement l'avis de la CGFP.

LUXEMBOURG-GARE
PORT PAYÉ
P/S. 141



L'évasion est proche

LUX VOYAGES CGFP, une agence de voyage complète à votre service:

Pour vos déplacements de service ou privés à l'étranger

Voyages organisés

Billets d'avion, de train et de bateau

Réservations d'hôtels et d'appartements dans le monde entier

Tarif spécial pour membres CGFP

**OUVERT
LE SAMEDI MATIN**



LUX VOYAGES

25A, boulevard Royal (Forum Royal) • L-2449 Luxembourg
Tél. 47 00 47 • Fax 24 15 24 • e-mail: luxvoyages@cgfp.lu
Ouvert du lundi au vendredi de 8 à 18 h et le samedi de 9 à 13 h

Reformvorhaben im öffentlichen Dienst

CGFP-Vorstandskonferenz stimmt Änderungsvorschlägen zu

Am Montag, dem 17. März 2014, hat die CGFP-Vorstandskonferenz die zwischen Regierung und CGFP-Führung ausgehandelten Änderungsvorschläge zu den Reformvorhaben im öffentlichen Dienst nach anfänglichen Vorbehalten mit großer Mehrheit angenommen. Die Anpassungen waren erforderlich geworden nach den recht kritischen Gutachten von Staatsrat und Beamtengericht.

Geeinigt werden konnte sich in erster Linie auf eine vereinfachte Form der Bewertung für öffentlich Bedienstete. Gerade in diesem Punkt hatte ja auch der Staatsrat seine Bedenken angemeldet und, genau wie die CGFP, insbesondere die Objektivität der Bewertungskriterien in Frage gestellt. Nach der nun vorliegenden Fassung soll die Bewertung künftig nur noch während der „Stage“-Zeit und maximal zwei bis drei Mal während einer Laufbahn erfolgen. Auch konnte bei den Gesprächen ein Durchbruch hinsichtlich einer Vereinfachung der Vorgehensweise erzielt werden, indem die Beurteilung jeweils nur noch auf einer einzigen Ebene (und zwar in Form eines Gesprächs des Bediensteten mit seinem direkten Vorgesetzten) und nicht mehr, wie bislang vorgesehen, auf vier unterschiedlichen Stufen durchgeführt wird.

Der neuzuschaffende Posten eines Schlichters („Médiateur“) im öffentlichen Dienst wird kurzerhand aus den Texten entfernt. Beide Seiten – Regierung und CGFP – kamen in der Tat überein, dass es im Bedarfsfall bereits heute



Geeinigt werden konnte sich in erster Linie auf eine vereinfachte Form der Bewertung für öffentlich Bedienstete. Gerade in diesem Punkt hatte ja auch der Staatsrat seine Bedenken angemeldet und, genau wie die CGFP, insbesondere die Objektivität der Bewertungskriterien in Frage gestellt.

Foto: Steve Heiliger

ausreichend Anlaufstellen für öffentlich Bedienstete gibt, die die Umsetzung einer solchen Maßnahme schlicht überflüssig machen.

Nicht mehr in den Texten enthalten ist des Weiteren die Verpflichtung für öffentlich Bedienstete, am Ende ihrer beruflichen Laufbahn eine Art Abschluss-Memorandum zu verfassen. Auch in diesem Punkt kamen beide Seiten zum Ergebnis, dass ein solches

Papier alles andere als geeignet sei, um sein Wissen an jüngere Kollegen weiterzugeben.

Was den eigentlichen noch zu besetzenden Knackpunkt im Reformvorhaben angeht, nämlich die Festlegung der Grundlage zur Berechnung der Entschädigungen während der „Stage“-Zeit, konnte ebenfalls ein Zugeständnis erzielt werden. Gerade in dieser Frage ist die Regierung zum Teil

einer Forderung der CGFP nachgekommen und hat ihre Bereitschaft kundgetan, die Entschädigungen im dritten Ausbildungsjahr auf der Grundlage der Gehaltsstufe 4 zu berechnen. Aus der CGFP-Vorstandskonferenz erging eine unmissverständliche Botschaft an die Adresse der Politik, dass alle Maßnahmen auch in den öffentlichen Einrichtungen („établissements publics“) Anwendung finden müssten. **s.h.**

Accord du Gouvernement et de la CGFP dans le cadre de la réforme de la Fonction publique

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg représenté par Monsieur Dan KERSCH, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, et
La Confédération Générale de la Fonction Publique C.G.F.P., représentée par Messieurs Emile HAAG, Président, et Romain WOLFF, Secrétaire général,
ont convenu ce qui suit:

I. L'allègement du système d'appréciation

La procédure d'appréciation

En concordance avec les avis respectifs de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics et du Conseil d'Etat, la procédure d'appréciation telle qu'elle est arrêtée par les textes actuellement présentés au vote de la Chambre des Députés et qui devait se dérouler en quatre étapes, sera remplacée par une procédure allégée réduite à une seule étape, à savoir un entretien d'appréciation entre le supérieur hiérarchique et l'agent ainsi que la validation du résultat par le chef d'administration ou par son délégué.

Cet allègement aura pour conséquence la suppression de la commission spéciale devant laquelle un recours est prévu dans le projet actuel (et marquant la quatrième et la dernière étape) ainsi que celle du médiateur dans la Fonction publique présidant cette commission.

Les critères d'appréciation

Les quatre critères d'appréciation, à savoir la qualité du travail, l'assiduité, la valeur personnelle et relationnelle et la conformité au plan de travail individuel seront ramenés à deux critères d'appréciation qui sont la pratique professionnelle (compétences techniques, théoriques, pratiques et comportementales) et la réalisation du plan de travail individuel permettant d'apprécier le résultat du travail de l'agent.

Les effets de l'appréciation

Le Gouvernement remplacera le système actuellement projeté par les textes présentés au vote de la Chambre des Députés par un système allégé supprimant toute disposition relative à l'avancement (de 6 ou de 3 mois) respectivement au retard (de 6 mois) de l'effet d'une promotion.

Le nouveau système prévoit pour un fonctionnaire ayant seulement atteint le niveau 1 le déclenchement de la procédure d'amélioration des prestations professionnelles (qui peut être suivie de la procédure d'insuffisance professionnelle proprement dite). Une appréciation au niveau 2 restera sans effet (sauf la recommandation d'une formation continue destinée à combattre les déficiences professionnelles de l'intéressé), un niveau 3 n'aura aucun effet et un niveau 4 générera 3 jours de congé de récréation supplémentaires pour la période de référence suivant l'appréciation.

II. Le maintien du principe de la procédure d'insuffisance professionnelle

Le principe de la possibilité du déclenchement d'une procédure d'insuffisance professionnelle indépendamment de l'appréciation et tout au long de la carrière de l'agent est maintenu.

III. La suppression de l'obligation de présenter un rapport d'expérience professionnelle

Sur la base des critiques de la Chambre des Fonctionnaires et Employés Publics et du Conseil d'Etat concernant l'obligation de présenter un rapport d'expérience professionnelle à la fin de la carrière professionnelle, le Gouvernement supprimera purement et simplement cette disposition.

IV. Mobilité pendant le stage

L'obligation pour le stagiaire, prévue par le projet actuel, de passer son stage dans une autre administration que son administration d'affectation pendant une période de deux mois, sera supprimée.

V. Indemnité de stage (question du 3^{ème} ou 4^{ème} échelon pendant le stage)

Après l'analyse de plusieurs pistes, la solution suivante est retenue :

1^{ère} année de stage : 80 % du 3^{ème} échelon (situation inchangée)
2^{ème} année de stage : 80 % du 3^{ème} échelon (situation inchangée)
3^{ème} année de stage : 90 % du 4^{ème} échelon (au lieu du 3^{ème} échelon)

Fait à Luxembourg, le 31 mars 2014

Emile HAAG
Président de la Confédération
Générale de la Fonction Publique

Romain WOLFF
Secrétaire général de la Confédération
Générale de la Fonction Publique

Dan KERSCH
Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Nachgefragt

Staatshaushalt, Dienstrechtsreform und Europawahlen

Ein Gespräch mit CGFP-Generalsekretär Romain Wolff

fonction publique: Herr Wolff, in den Gesprächen zwischen Regierung und CGFP im Hinblick auf die Umsetzung der Dienstrechtsreform ist es zum Durchbruch gekommen. Änderungen an den im Sommer 2012 in der Abgeordnetenkammer hinterlegten Textentwürfen waren notwendig geworden nach den recht kritischen Gutachten von Staatsrat und Beamtenkammer...

Romain Wolff: Der Staatsrat hat in der Tat eine Fülle an formellen Einwänden formuliert, die allesamt aus der Welt geschafft werden müssen. Ich möchte allerdings darauf hinweisen, dass die unlängst vorgestellten Nachbesserungen am Reformpaket in erster Linie Punkte betreffen, die der Staatsrat in seinem Gutachten zum Teil wohl erwähnt, die er aber nicht formell zurückgewiesen hat. Aus den mit der Regierung und insbesondere mit dem neuen Beamtenminister konstruktiv geführten Gesprächen ging recht schnell hervor, dass die Umsetzbarkeit bestimmter Maßnahmen, so wie es die CGFP schon in den Verhandlungen mit der vorigen Regierung immer wieder betont hatte, noch viel zu kompliziert gewesen wäre. Vor diesem Hintergrund wurden Vereinfachungen angestrebt, die nun auch in die Texte einfließen werden.

fonction publique: Stichwort Bewertungssystem...

Romain Wolff: Das ist nur ein Punkt, der uns ja ganz besonders am Herzen liegt. Genau wie die CGFP haben auch die Berufskammer der öffentlichen Bediensteten und der Staatsrat gerade in dieser Frage ihre Bedenken angemeldet und insbesondere die Objektivität der Bewertungskriterien in Frage gestellt. Im Ergebnis haben wir jetzt eine deutliche Vereinfachung erreicht, sowohl was die Verfahrensweise als auch die Kriterien und die Auswirkungen betrifft. Besonders bei der Prozedur konnte eine vernünftige Regelung gefunden werden, die, wie es eine Tageszeitung treffend auf den Punkt brachte, dem gesunden Menschenverstand Rechnung trägt: Von den vier ursprünglich vorgesehenen Bewertungsebenen ist gerade noch eine einzige übrig geblieben.

fonction publique: Auch was die Besoldung der Anwärter zum Staatsdienst betrifft, konnte eine Verbesserung erzielt werden...

Romain Wolff: In der Tat. Die Ausbildungszeit für angehende Beamte soll künftig ja von zwei auf drei Jahre ausgedehnt werden mit Entschädigungen von 80 Prozent des Anfangsgehalts in den zwei ersten und 90 Prozent im dritten Ausbildungsjahr. Nachdem das eigentliche



„Für mich ist es und bleibt es ein Übergangshaushalt, der in verhältnismäßig kurzer Zeit erstellt wurde und allein schon daher keine großen Überraschungen beinhaltet“, sagt CGFP-Generalsekretär Romain Wolff in Bezug auf die Haushaltsvorlage für das Jahr 2014

Einstiegsgehalt nach der Festanstellung im Zuge der Verhandlungen von Gehaltsstufe 3 auf Gehaltsstufe 4 angehoben wurde, hat sich die jetzige Regierung nun auch dazu bereit erklärt, die Gehaltsstufe 4 als Berechnungsgrundlage zur Festlegung der Entschädigungen im dritten Ausbildungsjahr zu berücksichtigen, die ja dann auch als Basis für die Festsetzung des Anfangsgehalts gilt.

fonction publique: Aufgrund der vorgezogenen Parlamentswahlen und der Tatsache, dass der Staatsrat sein Gutachten erst im Januar dieses Jahres vorgelegt hat, kann das parallel zur Dienstrechtsreform von der CGFP erzielte Besoldungsabkommen für den öffentlichen Dienst nicht in allen Punkten termingerecht umgesetzt werden...

Romain Wolff: Ich möchte zunächst daran erinnern, dass das Gehälterabkommen eigentlich schon Mitte 2012 (Auszahlung einer Einmalprämie) und Anfang 2013 (Aufbesserung des Punktwertes) hätte in Kraft treten sollen. Aufgrund der damaligen finanziellen Lage des Staates war die CGFP dem Anliegen der vorigen Regierung, das Inkrafttreten der im Besoldungsabkommen vorgesehenen Maßnahmen um zwei Jahre zu verschieben, nachgekom-

men. In der breiten Diskussion wird das sehr häufig vergessen. Mit seiner Bereitschaft, diesem Anliegen zuzustimmen, hat der öffentliche Dienst einen nicht unwesentlichen Beitrag zur Sanierung der Staatsfinanzen geleistet. Wir jedenfalls gehen nach wie vor davon aus, dass das Reformvorhaben die Abgeordnetenkammer noch Ende des Jahres passieren kann, so dass die Einmalprämie von 0,9 Prozent des Jahresgehalts voraussichtlich noch 2014 ausgezahlt werden und die Punktwerthöhung von 2,2 Prozent termingerecht zum 1. Januar 2015 in Kraft treten kann. Nach mehreren Jahren des Stillstands können wir gewiss von moderaten Gehaltsaufbesserungen im öffentlichen Dienst sprechen.

fonction publique: Wie würden Sie die Haushaltsvorlage für das Jahr 2014 insgesamt werten?

Romain Wolff: Nun, für mich ist es und bleibt es ein Übergangshaushalt, der in verhältnismäßig kurzer Zeit erstellt wurde und allein schon daher keine großen Überraschungen beinhaltet. Dass sich die „Administration publique“ nun wieder im Gleichgewicht befindet, haben wir mit Genugtuung zur Kenntnis genommen, war es vor Jahren doch mal das Ziel der damaligen Regie-

rung, diese Ausgeglichenheit wieder herzustellen.

fonction publique: Wahre Sparmaßnahmen sucht man eher vergeblich...

Romain Wolff: Das war auch kaum zu erwarten. Ich sehe eigentlich nur eine einzige, und die geht auf Kosten der Studierenden. Wir finden das äußerst bedauerlich. Ich befürchte jedoch, dass bei der Erstellung des Haushalts 2015 gravierende Einschnitte auf uns alle zukommen könnten.

fonction publique: Auch über die in jüngster Vergangenheit von der CGFP gleich mehrfach scharf kritisierte Einführung der „intérêts notionnels“ verlor der Finanzminister bei der Vorstellung der Eckwerte kein einziges Wort...

Romain Wolff: ...womit für uns klar ist, dass diese ohnehin mehr als fragwürdige Maßnahme nun endgültig vom Tisch ist. Schauen Sie mal: Es gibt offensichtlich nur ein einziges Land, und zwar Belgien, wo dieser Mechanismus vor Jahren auf Drängen der Unternehmerwelt eingeführt wurde. Es geht dabei ja bekanntlich darum, gut kapitalisierten Gesellschaften die Möglichkeit zu geben, ihren Gewinn vor Steuern durch eine Art fiktive Darlehenszinsen merklich zu senken. Am Beispiel Belgien wird deutlich, dass dem belgischen Staat dadurch Milliardensummen an Einnahmen verloren gingen. Die daran geknüpften Erwartungen aber, die Schaffung von Arbeitsplätzen durch diese Unternehmen etwa, haben sich keineswegs erfüllt. Letztlich laufe dies also darauf hinaus, dass sämtliche Unternehmen des Landes, ganz nach dem Gießkannenprinzip, von Steuerbegünstigungen profitierten, ohne dass dafür aber auch nur die geringste Gegenleistung erbracht werden müsse. Wenn dann gleichzeitig Steuererhöhungen für die Haushalte, eine Anhebung der Mehrwertsteuer beispielsweise, in Erwägung gezogen werden, müssen wir uns dem kategorisch widersetzen.

fonction publique: Apropos Mehrwertsteuererhöhung: Auch in dieser Frage hätten Sie sich Einzelheiten bereits bei der Vorstellung der Haushaltsvorlage erwartet?

Romain Wolff: Sagen wir es so: Es wäre der geeignete Zeitpunkt gewesen, den Bürgerinnen und Bürgern reinen Wein einzuschenken. Falls es nun in 2014 zu einer vorgezogenen Erhöhung der Mehrwertsteuer gekommen wäre, hätte die Einnahmenseite des Haushaltes auf einmal völlig anders ausgesehen. Auf Grund der Aussagen des Staatsministers



LE DEPOT A TAUX PROGRESSIF
Fidélité récompensée !

Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, Luxembourg, établissement public autonome, 1, Place de Metz, L-2954 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 30775
www.bcee.lu tél. (+352) 4015-1



SPUERKEESS
Aert Lieveen. Ar Bank.

vom 28. März 2014 haben wir Gewissheit, dass es zu keiner vorgezogenen Mehrwertsteuererhöhung im Jahre 2014 kommt.

fonction publique: Die CGFP jedenfalls war von Anfang an gegen eine vorgezogene Erhöhung der Mehrwertsteuer im Jahre 2014...

Romain Wolff: Ganz genau. Und zwar, weil es in diesem Jahr keinen triftigen Grund dafür gegeben hätte. Die Steuerausfälle aus dem elektronischen Handel werden erst viel später spürbar werden. Hätten wir jetzt voreilig gehandelt, hätten wir Einbrüche riskiert, die womöglich höher ausgefallen wären als die aus einer solchen Maßnahme zu erwartenden Mehreinnahmen. Ich denke nur an die Auswirkungen für unser Land, wenn aufgrund einer solchen Entscheidung der eine oder andere Anbieter aus dem elektronischen Handel Luxemburg verlassen hätte. Ein Horrorszenario! Gestatten Sie mir, in diesem Kontext auf unsere diesbezügliche Analyse in der nun vorliegenden Ausgabe von „fonction publique“ zu verweisen.

fonction publique: Zusätzlich dazu wirkt sich eine TVA-Erhöpfung, auch wenn sie zum 1. Januar 2015 kommt, negativ auf die Kaufkraft der Haushalte aus...

Romain Wolff: Betroffen sind in erster Linie Haushalte mit niedrigem und mittlerem Einkommen, die einen großen Teil ihrer Bezüge in den Konsum investieren. Im Gegensatz zur Einkommenssteuer beispielsweise handelt es sich bei der TVA bekanntlich um eine regressive Steuer, welche diese Bevölkerungsschichten, die Mittelschicht also, voll und ganz trifft. Die Preise steigen. Die Kaufkraft sinkt.

fonction publique: Die Regierung rechtfertigt eine TVA-Erhöpfung u.a. damit, dass der superermäßigte Steuersatz von drei Prozent, auf dem Wohnungsbau beispielsweise, ja erhalten bleibe...

Romain Wolff: Und dennoch wird eine solche Maßnahme auch Auswirkungen auf den Wohnungserwerb haben. Ich möchte daran erinnern, dass der Zugang zum Eigenheim neben einer ständig zunehmenden Erwerbslosigkeit ohnehin zu den größten Herausforderungen unserer Zeit gehört. Fest steht auf jeden Fall: Wenn der höchste TVA-Satz von augenblicklich 15 Prozent angehoben wird, muss auch der Höchstbetrag von derzeit 50.000 Euro, die für den superermäßigten Steuersatz von drei Prozent geltend gemacht werden können, angehoben werden. Aufgrund der Tatsache, dass durch eine Erhöhung der Mehrwertsteuer der Unterschied zwischen dem höchsten Satz und dem superermäßigten Satz größer wird, wird dadurch der Betrag von 50.000 Euro auch schneller erreicht. Dies lässt sich wohl am besten anhand eines Rechenbeispiels darstellen: Wer heutzutage die 50.000 Euro voll und ganz ausschöpfen möchte, kann eine Immobilie von bis zu 416.000 Euro erstehen. Wird der höchste TVA-Satz allerdings von 15 auf 17 Prozent angehoben, sind diese 50.000 Euro bereits bei einem Kaufpreis von 357.000 Euro erreicht. Die CGFP ruft die Regierung demnach auf, im Falle einer Mehrwertsteuererhöhung auch den Betrag, der dieser Steuervergünstigung zugrunde liegt, entsprechend anzupassen.

fonction publique: Auch bei der Einstellungspolitik des Staates soll gespart werden. Statt der jährlichen 300 bis 350 Neuzugänge sollen es deren in diesem Jahr nur 150 sein...

Romain Wolff: Für uns ist es von absoluter Wichtigkeit, dass der Dienst am Bürger gewährleistet bleibt. Die Bürgerinnen und Bürger haben ein Anrecht auf einen wirksamen und gut funktionierenden Staatsdienst. Parallel dazu darf eine solche Maßnahme aber auch nicht auf Kosten der Arbeitsbedingungen der öffentlichen Bediensteten gehen. Im Übrigen: International anerkannte Studien belegen immer wieder, dass Luxemburg, im Vergleich zum europäischen Ausland und gemessen am BIP, ohnehin über einen recht schlanken öffentlichen Dienst verfügt. Mit verhältnismäßig wenig Personal werden Leistungen auf hohem Niveau erbracht. Das wird uns beispielsweise bei den Luxemburger EU-Ratspräsidentschaften immer wieder bescheinigt, wo Luxemburg mit seiner dünnen Personaldecke Leistungen erbringt, die denen des Auslandes in nichts nachstehen – das Gegenteil ist der Fall!

fonction publique: Es wäre ja geradezu fatal, ausgerechnet in denjenigen Verwaltungen mit Personal zu sparen, die die Einnahmen des Staates sicherstellen...

Romain Wolff: Eins ist jedenfalls sicher: Der Staat braucht Steuergelder, um überhaupt funktionieren zu können. Allein schon deswegen können Steuerbetrug und Steuerhinterziehung – ich darf auf ein rezentes prominentes Beispiel aus Deutschland hinweisen – nicht einfach als Kavaliersdelikt abgetan werden. Der Staat benötigt diese Gelder. Und daher muss auch alles daran gesetzt werden, solche Machenschaften zu verhindern: mit den dazu erforderlichen Instrumenten, sprich entsprechenden Gesetzestexten auf der einen Seite und ausreichend und gut geschultem Personal auf der anderen. Ich denke, die Bürgerinnen und Bürger erwarten das auch vom Staat. Sie haben eine Genugtuung, wenn sie sehen, dass mit ihren Steuergeldern etwas Sinnvolles passiert, ob das nun im Sozialbereich, in der Familienpolitik, im Bildungswesen oder im Straßenbau ist.

fonction publique: Themenwechsel: In gut zwei Monaten sind Europawahlen. Als Vorsitzender der Europäischen Union der Unabhängigen Gewerkschaften (CESI) haben Sie die Gelegenheit, das europäische Geschehen aus nächster Nähe zu verfolgen. Was sind Ihre ganz persönlichen Erwartungen an Europa?

Romain Wolff: Persönlich wünsche ich mir in erster Linie ein sozialeres Europa. Das Krisenmanagement hat europaweit zu Austeritätsmaßnahmen geführt, die Erwerbslosenzahlen, insbesondere bei den Jugendlichen, haben nie zuvor gekannte Ausmaße angenommen. Nun ist es also an der Zeit, dass auch andere Wirkungsfelder wieder an Bedeutung gewinnen, hin zu einem sozialeren Europa. Der Begriff des Euroskeptizismus hat in jüngster Vergangenheit wieder an Aktualität gewonnen und steht nun oft im Zentrum der Europapolitik. Es darf jedenfalls nicht sein, dass rechtslastige Gruppierungen, aufgrund von Vertrauensverlusten etwa, auf einmal massiv gestärkt würden. Das wäre schlecht für Europa. Das wäre schlecht für uns alle!

fonction publique: Herr Wolff, wir bedanken uns recht herzlich für dieses Gespräch.

Die Fragen stellte Steve Heiliger

FAQ – Sie fragen, wir antworten

Apropos „ordre de justification“

Die Aufforderung an den Beamten, sich für etwaige Vergehen zu rechtfertigen, ist als null und nichtig anzusehen, sollte der Verwaltungschef oder sein Stellvertreter nach Kenntnisnahme eines möglichen Vergehens mehr als sieben Arbeitstage abwarten, bevor er die Aufforderung an den betreffenden Beamten verschickt.

Muss ein Beamter immer mit einer Disziplinarstrafe rechnen, wenn ihm ein „ordre de justification“ zugestellt wird?

Nein.

Die Aufforderung an den Beamten, sich zu rechtfertigen, muss nicht immer eine Disziplinarstrafe zur Folge haben. Die Stellungnahme des Beamten kann des Öfteren die gegen ihn erhobenen Vorwürfe entkräften und somit einer weiterführenden Prozedur Einhalt gebieten.

Darf der Beamte bei Krankmeldung seinen offiziellen Wohnort verlassen?

Im Prinzip nicht!

Die gesetzlichen Bestimmungen sehen allerdings vor, dass ein Arztbesuch sowie eine medizinische Behandlung im Krankenhaus gestattet sind.

Des Weiteren sind etwaige Ausgehzeiten („sortie autorisée“) vom behandelnden Arzt genauestens auf dem Krankenschein zu vermerken.

Sind alle Bestimmungen des Beamtenstatuts auch auf auszubildende Beamte („stagiaires-fonctionnaires“) anwendbar?

Nein.

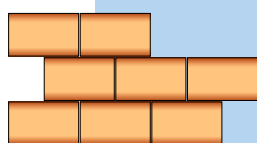
Alle diesbezüglich anwendbaren Bestimmungen sind in Artikel 1.3 des Statuts aufgelistet.



CGFP-Baukredit



**Ihr
Vorteil**



Ein **Direkt**-Abschluss
Ihres Bausparvertrages bei
der Oeuvre CGFP d'Epargne-
Logement, der Fach-Einrichtung
der Berufsorganisation der
öffentlichen Funktion, sichert
Ihnen den landesweit schnellsten
und günstigsten Kredit.

Für unverbindliche, vertrauliche
und kompetente Beratung:

Tel.: 47 36 51

CGFP  **Logement**

Die 2015^{er} Prognose für die elektronische Mehrwertsteuer: eine Mogelpackung

Alle Politiker aus Mehrheit und Opposition wiederholen, genau wie die sonstigen Meinungsmacher im Lande, die gleiche farsche Behauptung, aber offensichtlich hat keiner von ihnen sich die Mühe gemacht, diese auf ihren Wahrheitsgehalt hin zu überprüfen. „fonction publique“ aber hat den Fall untersuchen lassen und veröffentlicht die ausführlichen Ergebnisse auf den folgenden vier Seiten. Das Verdikt ist eindeutig: Ja, bei den Einnahmen der elektronischen Mehrwertsteuer wird Luxemburg einen hohen Einbruch erleben, der sogar noch höher ausfallen wird als die verkündeten 700 Millionen Euro. Doch dieser Ausfall kommt erst 2019. In den Jahren 2015 bis 2018 werden die Netto-Einnahmen zwar unter jenen von 2013 liegen, sie verbleiben aber auf dem Niveau von 2012.

Wenn die derzeitige Regierung nun sofort ihr ganzes Pulver verschießt (lies: die Möglichkeit nutzt, Mehreinnahmen durch eine Anhebung der TVA-Sätze zu schaffen), was werden wir dann 2019 tun? Gewiss liegt dieser Zeitpunkt nach dem nächsten Wahltermin: aber ist nicht ein nachhaltigeres Wirtschaften angesagt? Jedenfalls taugt die 700-Millionen-Prognose nicht zur Rechtfertigung einer massiven Erhöhung der Steuersätze, jetzt, wo die Staatseinnahmen ohnehin dank der Konjunkturerholung schnell anschwellen. Zumal alle drei Koalitionspartner klar und deutlich betont hatten, für sie komme eine TVA-Erhöhung auf alle Fälle nur als allerletzter Ausweg in Frage. Nun ist diese plötzlich, bei absolut unveränderter Sachlage, das Allererste, was geschehen soll. Und die niedrigeren (vor allem sozial motivierten) TVA-Sätze werden mit einbezogen und sogar proportional viel höher angehoben.

Zu simple Darstellung

So ganz einfach, wie die vielen politischen Sonntagsredner und journalistischen Überflieger es nun darstellen, wurden die Dinge zwar nicht angeführt in der farnosen „Note au formateur“ des amtlichen „Comité de prévision“, der Quelle dieser 700-Millionen-Story. Wohl sagt dieser Bericht für 2015 bei den elektronisch gelieferten Dienstleistungen nur MwSt.-Einnahmen in Höhe von 338 Millionen Euro voraus, was einen Jahresrückgang von 688 Millionen darstellen würde, gegenüber den für 2014 erwarteten 1.026 Millionen. Der überwiegende Teil dieser wegfallenden Einnahmen aber entspricht den Beträgen, die erst 2013 und 2014 hinzugekommen sind oder hinzukommen werden, in Höhe von fast 400 Millionen.

Gewissermaßen bedauert man hier also den Absturz von einem Berg, dessen Gipfel noch gar nicht erreicht war, als das große Gejammer begann. Muss man einen Bonus-Banker bedauern, der darüber weint, dass letztes Jahr sein Einkommen um 50% zurückging und dabei verschweigt, dass es sich im vorangegangenen Jahr verdoppelt hatte, der also lediglich dorthin zurückfällt, wo er zwei Jahre vorher bereits stand?

Fehlende Rechtfertigung

Zum anderen steht die offizielle Prophezei insofern auf schwachen Füßen, als das Komitee seinen Befund nur sehr lückenhaft begründet hat. Ohne nachprüfbare Erläuterungen bleibt das Ganze wenig glaubhaft. In einer derart wichtigen Angelegenheit müsste eine Regierung, die sich die Transparenz auf ihre Fahne schreibt, doch unbedingt eine sachdienliche Argumentation nachreichen. Dass sie es nicht tut, legt die Vermutung nahe, dass es keine handfesten Belege gibt. Die 700-Millionen-Story bleibt somit leider nur eine Behauptung, solange uns keine solide, glaubhafte und überprüfbare Erklärung geliefert wird.

Bekanntlich entsteht der Einnahmen-Ausfall dadurch, dass Luxemburg 2015 und 2016 bei der Mehrwertsteuer auf den elektronischen Diensten 70% seiner Brutto-Einnahmen an die EU-Partnerländer abführen muss, 2017 und 2018 sogar 85%. Es kommt somit entscheidend darauf an, wie sich die Brutto-Einkassierungen entwickeln werden. Hierbei sind mehrere Faktoren zu berücksichtigen, einerseits die derzeitige Marktentwicklung dieses Sektors und andererseits die konkreten Auswirkungen der angekündigten steuerlichen Veränderungen.

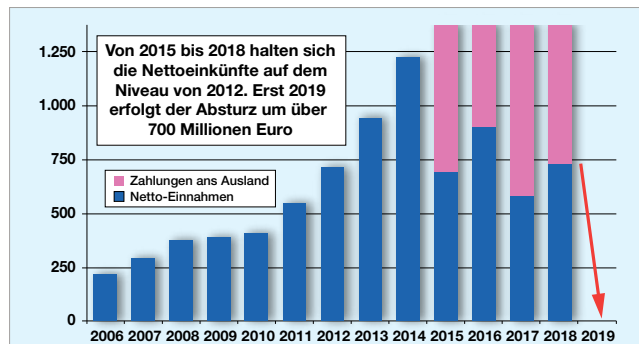
Unseriöse Marktbewertung

Immerhin geht aus den Erläuterungen der „Note au formateur“ eindeutig hervor, dass das „Comité de prévision“ für den Zeitraum von 2014 bis 2016 von einer Markt-Entwicklung der Internet-Branche in Europa von jährlich jeweils nur +8,7% bis +4,5% ausging, während die internationale Expertenwelt dieser Branche einstimmig für den Zeitraum bis 2017 eine europäische Gesamtrendenz von durchschnittlich +30% im Jahr vorhersagt. Soviel können wir nach sehr ausgiebigen Internet-Recherchen festhalten. Für Deutschland allein erwartet man bis 2017 jährliche durchschnittliche Umsatzsteigerungen von beispielsweise +28% beim Musik-Streaming, +33% bei

Smart-TV und +44% bei den E-Books im Literaturbereich.

Deshalb geht „fonction publique“ davon aus, dass der Bruttoumsatz an online ausgelieferten Dienstleistungen sich von 2013 bis 2016 nicht wie amtlicherseits prognostiziert um +22% erhöhen wird, sondern vielmehr kumuliert um +120%. Mehr Umsatz aber bringt mehr einkassierte Steuern: Die zögerlichen amtlichen Zahlen belegen klar, dass hier die Hausaufgaben nicht ordentlich gemacht wurden.

Des Weiteren lässt sich nicht nachvollziehen, wie sich in den Augen des Komitees ab Januar 2015 veränderten Steuerregeln im Einzelnen auswirken werden. Es kumulieren sich hier nämlich gleich mehrere Veränderungen.



Erhöhte Steuersätze

So berechnen sich die Einnahmen, die unsere Enregistrierungs-Verwaltung ab 2015 kassieren und deren Großteil sie abliefern muss, nicht mehr an Hand der Luxemburger TVA-Sätze von 3% und 15%. Vielmehr gelten die Sätze des Landes des jeweiligen Kunden, die praktisch alle (abgesehen vom französischen Satz auf elektronischen Büchern von 5,5%) zwischen 18% und 27% liegen. EU-weit liegt der durchschnittliche Normalsatz derzeit zwischen 21% und 22% (mit einer weiterhin steigenden Tendenz), so dass sich im Normalfall die Steuerbelastung von heute 15% auf künftig gut 21% erhöhen wird, also um durchschnittlich 6 Prozentpunkte. Im Vergleich zum jetzigen Niveau stellt dies einen Zuwachs von über 40% dar.

Diese Veränderung erhöht das MwSt.-Aufkommen einmalig aber dauerhaft, und sie kommt zum jährlichen 30%igen Anwachsen des Marktvolumens hinzu. Nun stellt sich dabei zwar volkswirtschaftlich die Frage, wie sich die Steuererhöhung auf das Preisniveau niederschlägt, und gegebenenfalls, wie eventuelle Preiserhöhungen daraufhin die Nachfrage ausbremsen könnten.

Dieses Thema hat in der letzten Zeit natürlich alle Strategen der Branche intensiv beschäftigt. Verwunderlicher Weise stellte sich dabei ein breiter Konsens heraus: Wegen der Preis-Sensibilität der Nachfrage wird die erhöhte Steuer nicht an die Kunden weitergereicht werden. Die genauere Begründung dieser Erkenntnis ist in der französischsprachigen Vollversion der Recherche auf den

folgenden Seiten von „fonction publique“ nachzulesen. Wachsen aber die Endpreise einschließlich MwSt. nicht, so gibt es auch keinen Einbruch der Verkaufsvolumen.

Die Auswanderung, die nicht stattfindet

Schließlich gibt es einen weiteren heiklen Punkt, der zu beachten ist. Wenn nach dem 1. Januar 2015 die Luxemburger Steuersätze keine Rolle mehr spielen, weil alle elektronischen Dienstleistungen in der europäischen Union auf Grund der nationalen TVA-Sätze des einzelnen Kunden besteuert werden, so könnten gegebenenfalls die Händler nicht mehr in Luxemburg bleiben, weil der bisherige MwSt.-Vorteil entfällt. Gehen sie oder bleiben sie?

Diese Frage ist von höchster Bedeutung für das Niveau der verbleibenden 30% und 15% der Bruttoeinnahmen, die Luxemburg bis 2018 einbehalten darf. Schaut man hier genauer hin, so ergibt sich die parallele Feststellung, dass – wenngleich das Verbleiben in Luxemburg keinen Steuervorteil mehr bringt – das Wegziehen gleichermaßen uninteressant ist. Weswegen mehrere amerikanische Schwergewichte bereits klargestellt haben, keine Absicht zu hegen, irgendwann wegzuziehen.

Es ist nicht nur so, dass jede Umsiedlung eines Unternehmens sehr hohe Kosten verursacht, vor allem, weil man den erfahrenen Mitarbeitern, die man nicht verlieren will, ihren privaten Umzug bezahlen und sie für alle persönlichen lästigen Konsequenzen entschädigen muss. Ein Umzug bedeutet vor allem Zeitverlust und reduzierte Leistungsfähigkeit und daher unweigerlich, zumindest vorübergehend, einen empfind-

wer weiß, vielleicht noch 28 verschiedene Steuerprüfungen nach sich ziehen! Der reine Horror!

Zumal alle diese Firmen ohnehin ihre gesamten Prozeduren und EDV-Programme umstellen müssen, weil sie vor jedem einzelnen Verkauf den Standort des Käufers ergründen müssen, um ihm den richtigen nationalen Steuersatz zuordnen zu können. Gerade weil an dieser Forderung kein Weg vorbeiführt, freuen sich die E-Händler inzwischen darüber, dass sie immerhin den direkten Umgang mit 28 Verwaltungen in allen Gegenden Europas vermeiden können, dank einer regelrechten Wunderwaffe, die ihnen gratis angeboten wird.

Diese heißt MOSS oder „Mini One Stop Shop“. Es ist eine Art „Guichet unique“ der Luxemburger Verwaltung. Hier braucht das E-Business nur einmal im Trimester eine einzige Zahlung mit einer einzigen Meldung an die alleinige Luxemburger Verwaltung zu tätigen, einfach mit einer Aufschlüsselung des Umsatzes nach Ländern der Kundschaft. Den ganzen Ärger mit den Zyprioten, Kroaten und Letten übernimmt daraufhin die Luxemburger Verwaltung. Ohne Mehrkosten für den Verkäufer. Was glauben Sie wohl, was die Internetfirmen angesichts dieser Möglichkeit tun werden?

Die amtliche Prognose ist einfach unhaltbar

Fazit in fünf Sätzen: In den nächsten Jahren wird der Internet-Markt kräftig weiterwachsen. Die höheren Steuersätze geben zudem ab Januar 2015 den Bruttoeinnahmen einen kräftigen Schub, der im Durchschnitt wahrscheinlich über 50% ausmachen wird. Die höhere Steuerlast aber wird, nach Einschätzung der gesamten Branche, kaum Preiseffekte haben, so dass auch deswegen keine Abschwächung der Umsatzvolumina zu befürchten ist. Eine nennenswerte Abwanderung des nichteuropäischen E-Business aus Luxemburg ist vernünftigerweise nicht zu erwarten.

Geht man nun von einem jährlichen Wachstum der Nachfrage um 30% sowie vorsichtigerweise von einem Einmal-Effekt zum 1. Januar 2015 um nur 45% aus, so erreichen die Brutto-Einnahmen im Jahr 2015 nicht 1.096 Millionen Euro, wie vom „Comité de prévision“ vorhergesagt, sondern 2.313 Millionen. (Siehe Tabelle unten.) Und die Netto-Einnahmen, die Luxemburg für sich behalten darf, erreichen daher statt 338 Millionen vielmehr 694 Millionen.

Wohl gibt es 2015 gegenüber 2014 verständlicherweise einen Einnahmen-Rückgang, der aber kaum höher ausfällt als die Zuwächse von 2013 und 2014. Die Nettoeinkünfte verbleiben daher im gesamten Zeitraum von 2015 bis 2018 in etwa auf dem Niveau von 2012. Doch 2019 kommt der definitive Absturz.

In unserer Projektion beträgt er „nur“ 733 Millionen Euro. Da aber unsere Schätzung bewusst vorsichtig ist, könnte es durchaus sein, dass die Netto-Einnahmen 2018 näher an einer Milliarde Euro liegen, so dass deswegen 2019 der Rückgang viel schmerzhafter ausfallen könnte. Deswegen ist die nun angekündigte Anhebung der Steuersätze nicht nur unsozial, sondern auch hochgradig unvorsichtig und direkt unverantwortlich.

lichen Umsatzverlust. Also ein absolutes No-Go.

Der diskrete Charme des MOSS

Alle Unternehmen, die grenzüberschreitend Kunden elektronisch beliefern, schulden künftig den zuständigen Steuerverwaltungen aller bedienten Länder die einbehaltene Mehrwertsteuer. Wer in dieser Lage sein Luxemburger Steuer-Statut aufgeben, der muss all diesen Staaten direkte Meldungen und Zahlungen zukommen lassen, mit gegebenenfalls bis zu 28 verschiedenen Ansprechpartnern in der EU, ebenso vielen Zahlungsfristen und Stichtagen, nach ebenso vielen unterschiedlichen Prozeduren, die in 24 Sprachen erläutert sind und,

Zu erwartende Entwicklung der elektronischen Mehrwertsteuer in Mio €				
	Berechnung des „Comité de prévision“		Berechnung von „fonction publique“	
	Bruttoeinnahmen	Nettoeinnahmen	Bruttoeinnahmen	Nettoeinnahmen
2012	-	-	719	719
2013	944	944	944	944 (+225)
2014	1.026	1.026 (+118)	1.227	1.227 (+283)
2015	1.096	338 (-688)	2.313	694 (-533)
2016	1.145	241 (-97)	3.007	902 (+208)
2017	-	-	3.909	586 (-316)
2018	-	-	4.887	733 (+147)
2019	-	-	5.864	0 (-733)

«700 millions de TVA en moins»: une vue biaisée sur l'échéance 2015

Qu'en 2015 notre pays puisse perdre 700 millions d'euros en TVA sur le commerce électronique, les Luxembourgeois en sont avertis entre-temps, parce que tout le monde l'a entendu dans mille discours, interviews et «cartes blanches» offertes aux lobbyistes par RTL, et parce que tout le monde l'a dans mille communiqués, articles et éditoriaux.

Et si toutefois, malgré ce concert unanime, l'affirmation n'était pas vraie du tout? 99% de ceux qui répètent la thèse n'ont pas pris soin de la vérifier sérieusement ou d'en comprendre les fondements et justifications en détail.

Nous montrons dans le présent article que l'affirmation n'est pas accompagnée par des explications sérieuses. Au contraire, les informations disponibles mènent à penser que l'évolution réelle s'écartera considérablement des pronostics officiels. En revanche, notre pays va connaître en 2019 une situation financière autrement périlleuse dont les augures ne semblent pourtant se soucier de rien.

La prophétie reprise par l'actuelle «pensée unique» de notre opinion politique vient d'un passage de la fameuse «Note au formateur», rédigée par une commission gouvernementale ayant pris le nom de «Comité de prévision». En voici le texte: «Concernant les recettes TVA liées au commerce électronique,

elles passent de 1.026 millions d'euros en 2014 à 338 millions d'euros en 2015, soit une diminution de l'ordre de 700 millions d'euros.»

Ce pronostic est expliqué comme suit dans une note de bas de page: «Quant à la question de l'estimation des pertes induites par le changement du régime de taxation, l'on peut considérer d'un côté une approche «cash» qui consiste à comparer les niveaux de recettes «cash» au cours des différentes années, mais l'on peut considérer d'un autre côté une approche qui part d'un scénario de base théorique qui prend en compte l'évolution des recettes si le changement du régime de taxation n'avait pas eu lieu; cette dernière approche est plus judicieuse d'un point de vue économique (cf tableau des hypothèses pour plus de détails).»

Des recettes en hausse depuis des années

Commençons l'analyse par le rappel de l'évolution récente du rendement de la TVA sur les services et produits électroniques aux clients pan-européens:

2010: 409 mio€
2011: 546 mio€ +137 mio€ +33,5%
2012: 719 mio€ +173 mio€ +31,7%
2013: 944 mio€ +225 mio€ +31,3%.

Pour les années subséquentes, la «Note au formateur» prédit des rentrées nettes évoluant comme suit (sans que nous puissions expliquer pourquoi le

Comité de prévision mentionne pour 2012 un montant divergeant de 30 millions d'euros des données publiées dans le rapport annuel du Ministère des Finances):

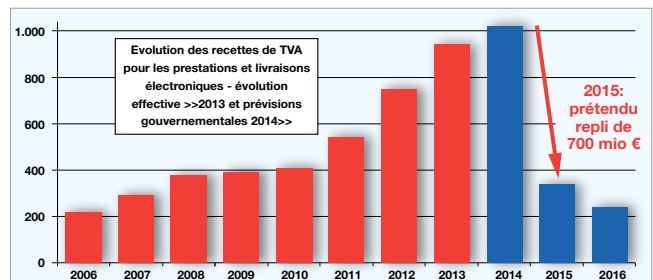
2012: 749 mio€
2013: 944 mio€ +195 mio€ +26,0%
2014: 1.026 mio€ +82 mio€ +8,7%
2015: 338 mio€ -688 mio€ -67,1%
2016: 241 mio€ -97 mio€ -29,7%.

Cette série chronologique reflète pour 2015 et 2016 le changement pour l'encaissement au niveau européen, qui implique que le Luxembourg ne gardera en net que 30% de ses recettes brutes, puisqu'en 2015 et 2016 il devra transférer 70% (et en 2017 et 2018 même 85%) de ses rentrées vers les autres pays où résident les clients de notre commerce électronique. La fameuse «perte de 700 millions d'euros» évoquée par les

politiciens, journalistes et lobbyistes est donc la version arrondie de ce montant de 688 millions, représentant le recul des recettes de 2015 par rapport à celles de 2014.

Une prophétie non expliquée

Confronté à un tel pronostic, on doit a priori s'avouer désarmé quand il s'agit de juger du réalisme fondamental de l'estimation. Tout jugement éclairé nécessite qu'on procède à une analyse détaillée et consciencieuse. Que de tels chiffres soient souvent acceptés comme un évangile, voilà qui est dû à la confiance quasi illimitée accordée, dans des dossiers ultra-complexes, par les responsables politiques et les journalistes aux présentations venant du monde des experts, surtout si ceux-ci se dispensent, comme dans le présent



L'économie numérique en forte expansion: un atout majeur du Luxembourg

L'article ci-dessus traite du recul en 2015 des recettes de TVA sur les services électroniques, suite à la modification des principes fiscaux européens sous-jacents. Le pronostic officiel, prédisant pour l'exercice budgétaire 2015 un repli des recettes en TVA de 700 millions, repose sur une croissance des activités directement concernées, pour les années 2014 à 2016, de 8,7%, de 6,8% et de 4,5% seulement, alors que de 2011 à 2013 la progression annuelle réelle a été supérieure à 30%, en dépit d'une conjoncture générale faible en Europe, et que les études les plus récentes publiées sur la question maintiennent également un tel taux jusqu'en 2017.

Un regard sur la vitalité fulgurante des activités numériques établies au Grand-Duché montre que la prédiction du Comité de prévision pêche par un pessimisme excessif, ne reposant manifestement pas sur une analyse sérieuse de l'évolution actuelle. Avant de présenter ces vues des professionnels du secteur, nous offrons à nos lecteurs un tour d'horizon ne se limitant pas aux seuls sous-secteurs concernés par le chambardement du 1^{er} janvier prochain en matière de TVA, mais soulignant toute la largeur du spectre de l'économie numérique qui s'est installée les dix dernières années dans notre pays, à la faveur de l'importance croissante des technologies de l'information et de la communication (TIC, en anglais ICT) dans les pays développés et émergents.

Les changements annoncés ne concernent que la perception de TVA sur les seuls «services fournis par voie électronique» ainsi que sur les services de radiodiffusion et de télévision. Ce sont là du reste les seules activités qui ont jusqu'ici profité de nos taux de TVA avantageux pour leurs ventes et livraisons transfrontalières. Pour toutes les autres activités, la TVA n'était à aucun moment un argument en faveur du choix du Luxembourg comme base opérationnelle transfrontalière pour la conquête des marchés européens.

Ce n'est donc pas tout le commerce Internet qui est affecté par le changement annoncé, mais seulement le domaine des prestations et livraisons exécutées en ligne. Les multiples commandes passées électroniquement par un particulier sur un site Internet ou moyennant une application App, au moyen d'un PC, d'un laptop, d'une tablette ou d'un smartphone, que ce soit par e-mail, SMS ou simple «clic», et qui font ensuite l'objet d'une livraison physique par un colis, ont toujours été et resteront soumises à la TVA du pays de l'acheteur respectif, même si le commerçant ou l'intermédiaire pan-européen en question est domicilié au Luxembourg, comme Amazon Europe s.à.r.l. ou eBay Europe s.à.r.l. Pareillement, toutes les transactions entre commerçants (B2B) sont soumises à d'autres procédures de TVA, lesquelles ne se modifient pas.

Si les avantages fiscaux ont certes été décisifs pour attirer au Grand-Duché les entrepreneurs du monde numérique,

dans un premier temps surtout les poids-lourds du commerce et des services en ligne, d'autres aspects ont été tout aussi nécessaires et utiles. Notre renom solide comme centre financier européen et mondial ainsi que notre rayonnement technique comme point d'attache de satellites géostationnaires de communication, de diffuseurs transfrontaliers de programmes et de nouveaux médias reposent sur des fondements structurels bien concrets, arguments décisifs pour les opérateurs internationaux, depuis la stabilité politique, sociale, financière et fiscale jusqu'au multilinguisme et aux connexions multiculturelles européennes et intercontinentales. À la localisation centrale au milieu de l'Europe, une politique volontariste pour promouvoir le Luxembourg comme un «hub» électronique a ajouté des arguments sur le plan juridique et fiscal, mais surtout aussi dans le domaine de l'infrastructure requise: un lien au monde par des connexions à très large bande passante et avec une exceptionnelle rapidité d'accès («low latency»).

C'est donc une attitude réductrice, indûment simplificatrice et dès lors foncièrement erronée qui ramène la genèse et la pérennité de notre secteur Internet à une simple anomalie de la fiscalité indirecte sur le point de disparaître. Faut-il rappeler que vers 1970 la place bancaire est née de particularités monétaires d'alors, disparues depuis longtemps sans englober pour autant les acquis de notre secteur financier? C'est que la stratégie des autorités pour répondre pro-activement aux attentes des nouveaux opérateurs a réussi à faire prospérer la plante frêle, qui est, 45 ans après, plus importante que jamais auparavant, avec 45.000 emplois directs.

De même, si voilà une demi-douzaine d'années il était certainement permis de douter du maintien de nos activités Internet européennes après la disparition des avantages en matière de TVA, de telles peurs ne sont désormais plus permises, d'un point de vue rationnel. L'importance que l'e-business «à l'exportation» a prise en moins de dix ans dans notre économie nationale est désormais sensible au niveau des comptes nationaux et de la balance externe, puisqu'on parle déjà de plusieurs milliers d'emplois.

S'il est occasionnellement question de plus de 15.000 salariés dans les firmes des TIC, cette donnée-là englobe bien évidemment les prestations vendues aux ménages et entreprises du pays, comme la téléphonie fixe et mobile, la radio et la télévision ainsi que tout le commerce informatique traditionnel et les prestataires de services, notamment ceux desservant les acteurs de la place financière. Ici, nous ne voulons par contre nous limiter aux seuls exportateurs de services et produits numériques.

Les investissements en data-centres ont rencontré une demande forte parce que le secteur financier s'est simultanément mis à sous-traiter massivement ses besoins informatiques, alors que la place bancaire continuait à étendre

son rôle de machine à calculer et de centre de documentation des marchés financiers européens et mondiaux. Ces dépenses, réalisées en partie par le secteur public, étaient, comme celles dans les connexions internationales, indispensables et décisives pour attirer les opérateurs Internet transfrontaliers.

Concernant les besoins numériques du monde bancaire, il faut mentionner notamment le rôle de la Bourse de Luxembourg, qui doit non seulement fixer quotidiennement plus de 40.000 cours boursiers, mais également donner accès en ligne à la documentation détaillée d'autant de valeurs mobilières, celui de l'industrie des fonds, qui calcule quotidiennement la valeur nette d'inventaire de la majorité des 13.500 fonds domiciliés et qui affiche en ligne, en de multiples langues, des centaines de milliers de prospectus, de rapports annuels et de documents KIID, ou encore le rôle de Clearstream, qui a l'an dernier assuré le suivi de 41 millions de transactions sur titres, alors que sa banque de données conserve des valeurs mobilières d'un montant de 6.300 milliards d'euros.

Dans divers autres domaines économiques, le Luxembourg héberge des activités similaires. Parmi les opérateurs de ce type, qui sont des leaders globaux de leur créneau particulier, on doit mentionner notamment les sociétés CHAMP, avec leur système mondial de réservation pour les capacités du fret aérien, et MACH, assurant la compensation internationale du fameux «roaming» des opérateurs de téléphonie mobile. Ces cas et d'autres illustrent que les entreprises implantées au Grand-Duché depuis des décennies contribuent à générer de nouveaux fleurons numériques.

Notre positionnement comme métropole des TIC s'est établi et raffermi depuis que, voilà 25 ans, le Luxembourg est devenu, en Europe d'abord grâce à ASTRA, et ensuite au niveau planétaire un pionnier de la communication spatiale. Sait-on que le principal concurrent de notre opérateur SES, la société Intelsat, vieille de près de cinquante ans, a récemment pris la nationalité luxembourgeoise en implantant chez nous ses sociétés filiales et ses départements financiers?

Le groupe suédois Kinnevik, premier investisseur et premier utilisateur d'Astra, n'a cessé depuis 30 ans de domicilier à Luxembourg des firmes du secteur de la communication. De même, Vodafone, un des plus importants opérateurs de téléphonie mobile dans le monde, a installé à Luxembourg sa centrale d'achat globale.

La production industrielle de sous-traitance dans les technologies spatiales prospère au Luxembourg, depuis que notre pays a rejoint l'ESA, le pendant européen de la NASA. Bien plus: La zone d'activités de Betzdorf héberge depuis quelques années Luxspace, une fabrique de satellites en expansion rapide, qui produit des engins spatiaux requis pour la géolocalisation de navires. Notre industrie des TIC développe ses compétences, grâce aussi aux efforts

dossier, de justifier leurs résultats par un argumentaire détaillé et compréhensible.

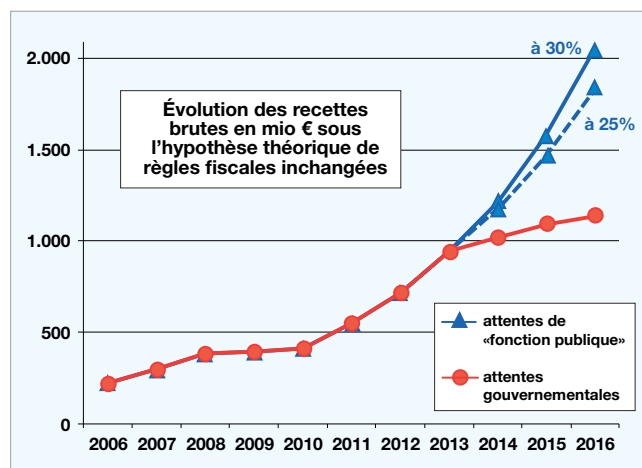
De réels doutes sur le sérieux de l'estimation naissent dès qu'on découvre les hypothèses retenues, mentionnées dans la suite de ladite «Note au formateur». Il s'agit là d'un «scénario à politique inchangée» avec des taux de croissance du marché manifestement inacceptables. Le scénario fictif en question constitue une estimation de l'évolution à attendre en l'absence des changements dans les taux d'imposition et en l'absence des modifications du cadre juridique fondamental: on y suppose donc un encaissement intégral au profit du Trésor luxembourgeois, des taux de TVA inchangés ainsi que le maintien à Luxembourg des activités en question.

Rupture de série pour la croissance

La version officielle de ce scénario prédit une évolution jusqu'en 2016 qui présente, entre 2013 et 2014, une nette cassure de la croissance par rapport à l'évolution récente:

2010:	409 mio€		
2011:	546 mio€	+137 mio€	+33,5%
2012:	719 mio€	+173 mio€	+31,7%
2013:	944 mio€	+225 mio€	+31,3%
2014:	1.026 mio€	+82 mio€	+8,7%
2015:	1.096 mio€	+70 mio€	+6,8%
2016:	1.145 mio€	+49 mio€	+4,5%

Une progression des recettes brutes de TVA freinée à des taux annuels de +8,7%, +6,8% et +4,5% reflète logiquement un repli similaire de la croissance du marché électronique sous-jacent.



Comme toutefois aucune justification et aucune explication ne sont fournies à ce propos, nous devons noter que les attentes reprises par le gouvernement luxembourgeois se trouvent en contradiction ouverte avec les estimations des experts internationaux, passablement convergentes dans leurs prévisions très favorables.

Les analystes indépendants comme les responsables commerciaux des principaux acteurs en cause croient en effet à une croissance persistante de l'ordre de +30% par an, au moins jusqu'en 2017, confiants dans l'arrivée de nou-

à politique inchangée prend une toute autre allure:

2010:	409 mio€		
2011:	546 mio€	+137 mio€	+33,5%
2012:	719 mio€	+173 mio€	+31,7%
2013:	944 mio€	+225 mio€	+31,3%
2014:	1.227 mio€	+283 mio€	+30,0%
2015:	1.595 mio€	+368 mio€	+30,0%
2016:	2.074 mio€	+479 mio€	+30,0%

Par rapport à la prophétie du Comité de prévision on note une différence d'environ 500 millions en 2015 et de plus de 900 millions d'euros en 2016:

Recettes de TVA sous un «scénario fictif» (en millions d'euros, à taux et procédures inchangées)			
	Calcul du «Comité de prévision»	Calcul de Différence «fonction publique»	Différence
2013	944	944	
2014	1.026	1.227	201
2015	1.096	1.595	499
2016	1.145	2.074	929

veaux produits et applications. (Voir à ce sujet l'encadré ci-dessous sur «l'économie numérique en forte expansion».)

Peut-être que le Comité de prévision manquait de temps pour soigner tous les aspects du travail à accomplir: il ne s'est en tout cas pas impliqué dans les recherches requises. Ses mandats politiques, responsables pourtant des conclusions importantes à tirer de l'expertise, n'ont pas invité le Comité à éliminer cette faiblesse. Si nous admettons comme une hypothèse plus sérieuse une croissance de l'ordre de 30%, l'évolution du scénario fictif

Un calcul plus pessimiste, effectué avec une croissance annuelle réduite à +25% seulement, aboutirait pour 2015 et 2016 à des niveaux respectivement de 1.475 et de 1.844 millions d'euros, toujours fort loin des estimations officielles.

L'étape suivante consiste à éliminer les divers aspects irréels du «scénario fictif», celui-ci n'étant que le premier pas d'une démarche d'ensemble, pour saisir l'évolution des recettes à escompter. Il s'agit ensuite de faire entrer en jeu les conséquences de tous les changements annoncés.

suite page 10

des centres de recherche publics et de l'Université, dans le domaine notamment de la sécurité numérique avec le «Laboratory of Algorithmics, Cryptology and Security» et l'«Interdisciplinary Centre for Security, Reliability and Trust».

Bien évidemment que le tout savoir-faire humain dans de nombreux métiers, que la place financière a su accumuler en un demi-siècle, contribue fortement à attirer des grands noms pour domicilier des quartiers généraux transfrontaliers, de centres opérationnels européens, de départements de trésorerie, de refinancement, de gestion de la propriété intellectuelle etc. L'amélioration constante du cadre juridique et fiscal joue à son tour un rôle important. Ce n'est donc pas par hasard que Microsoft a domicilié à Luxembourg sa joint-venture avec Nokia pour l'exploitation de brevets du secteur mobile.

Les efforts importants de l'État pour garder pignon sur rue dans le domaine des start-ups, qu'elles soient numériques et autres, par ses structures d'incubateurs, par sa prospection active dans le Silicon Valley et sur d'autres continents ainsi que par des encouragements financiers, sont manifestement efficaces. Le grand public s'en est une première fois rendu compte avec le succès de Skype, un «global player» authentiquement «made in Luxembourg» dont les premiers pas avaient jadis été soutenus par du «seed money» provenant de la SNCI.

Nombreux sont les cas particuliers qui mériteraient encore d'être présentés ici, mais restons-en là, et venons-en au domaine numérique plus directement lié à l'Internet. Le mode de perception de TVA qui changera prochainement ne concerne, comme nous l'avons dit, que les seules prestations et livraisons «par voie électronique», une définition qui ne couvre pas moins toute une panoplie de réalités plus ou moins connues.

Il y a d'abord le commerce électronique dans le sens d'une vente de «produits» qui sont livrés au consommateur par le réseau numérique, parfois instantanément, comme des livres électroniques, des logiciels ou des enregistrements sonores ou vidéo. La partie du commerce électronique qui concerne des enregistrements livrés sur un support physique (CD, stick, chip, cassette etc.) est réglementée, du point de vue fiscal, par le régime normal, même si la commande et son paiement se font par Internet ou par e-banking.

Le commerce numérique concerné par «la fin de la TVA luxembourgeoise» ne se limite pas aux livraisons proprement dites d'un contenu par un commerçant à un client, mais couvre également la mise à disposition de services en tout genre, p. ex. les droits d'utiliser des programmes et les logiciels ou encore diverses capacités techniques logées dans le fameux «cloud». La place de Luxembourg héberge aujourd'hui, en plus des e-commerces arrivés voilà dix ans, notamment des opérateurs des paiements en ligne et d'autres services financiers et boursiers, ensuite toute la communauté multiforme des jeux électroniques du «social gaming» ainsi que, peu à peu, la distribution cinématographique et télévisuelle du «video-streaming».

Nous connaissons tous de nom les grands groupes américains, chacun champion universel de sa niche particulière, qui ont établi leur domicile européen à Luxembourg: Microsoft, Amazon, eBay, Apple, iTunes, PayPal, et d'autres

encore, comme le japonais Rakuten et le canadien Kobo ainsi que, last but not least, Skype. Quant aux opérateurs financiers, certains sont bien connus, d'autres moins: PayPal (Europe), Amazon Payments, Yaptel Financial, FLASHiz, DigiCash, PayCash, TD Bank, Keytrade Bank.

En revanche, les noms des opérateurs de jeux électroniques interactifs sont largement inconnus du grand public, alors que beaucoup d'entre eux sont pourtant à leur tour les leaders de ce créneau particulier: OnLive, Zynga, Nexon, Valve, Kabam, Big Fish Games, Agopia, Innova, Bigpoint, Life Games, NCSOFT.

Avec une bonne trentaine d'opérateurs présents, dont un nombre important de non-Américains venus d'autres continents, le Luxembourg a réussi à gagner dans ce métier une vraie grappe de compétences lui donnant dès à présent un rayonnement global, comme l'incontournable «place to be» en Europe. Si la Mecque des jeux reste indiscutablement en Californie, tous les non-Américains de la «games community» planétaire considèrent le Luxembourg, ce micro-«Silicon Valley», comme leur carrefour global, cosmopolite, multiculturel et multilingue.

Ne nous laissons pas pour autant: cette niche, entre-temps si bien ancrée, ne représente qu'une petite fraction de la TVA encaissée et du total des activités électroniques dans le pays, avec toutefois quelques centaines d'emplois. Mais les domaines couverts par les opérateurs présents sont particulièrement diversifiés, avec des centres technologiques pour les opérations en Europe avec des plateformes opérationnelles du développement commercial, des relations publiques, de support multilingue pour les clients et partenaires.

Si les premiers opérateurs de jeux ont pu être attirés dans la suite des grands noms de l'Internet, et si l'avantage fiscal a sans doute été un hameçon pour amorcer le mouvement, c'est désormais la symbiose de multiples professions, dépendant les unes des autres, qui constitue le ciment consolidant notre position. Paradoxalement, les dirigeants des principales entreprises se disent satisfaits de la présence de leurs concurrents directs, en ce qu'elle aide à assurer la masse critique décisive pour un développement optimal.

Au niveau mondial, les jeux vidéo (avec actuellement 1,55 milliards de joueurs) représentent entre-temps un marché bien plus mûr que d'autres, et le rapport mondial de l'industrie des jeux fait état d'une croissance de 6,5% par an seulement. La vente des consoles traditionnelles connaît des difficultés sérieuses, mais selon les experts l'usage des smartphones est en hausse de 19% et celui des tablettes de 43%.

Pour ce qui est des contenus de divertissements filmés, on nous rapporte qu'aux États-Unis le «video-streaming» sous ses différentes formes dépasse déjà en chiffre d'affaires les ventes de contenu vidéo sur support matériel, et que dans le domaine de la TV par abonnement la première chaîne de TV payante HBO, prospérant depuis 40 ans, vient d'être supplantée par Netflix, un programme distribué exclusivement par Internet. Netflix ne se limite pas en effet à rendre accessible le répertoire classique de Hollywood ou des séries télévisuelles des dernières saisons, mais dispose d'une production propre rivalisant avec les chaînes de TV

conventionnelles. On dit que la distribution de cette chaîne par Internet nécessite outre-Atlantique autant de bande passante que tous les autres trafics Internet réunis.

Or, ce n'est que l'année dernière que Netflix a installé à Luxembourg sa base technique européenne avant d'entamer la conquête de l'Europe en s'attaquant en premier aux îles britanniques. La société vient d'annoncer qu'elle compte sous peu viser aussi les autres grands marchés européens, ce qui amène Amazon à réagir par l'annonce de projets similaires en Europe. Si donc certaines activités de l'Internet devaient s'essouffler dans les années qui viennent, voici une relève massive qui se confirme.

Pour comprendre l'évolution actuelle de ces secteurs au niveau mondial, il paraît utile de jeter un regard sur les prévisions du «Global Entertainment and Media Outlook 2013-2017» de PWC (PriceWaterhouseCoopers):

- Les ventes en ligne de livres électroniques qui représentaient 1% du total des ventes de livres en 2008 et 9% en 2012 atteindront 22% en 2017, l'Europe arrivant alors à une part numérique de 17% contre 38% aux États-Unis.
- Pour la musique enregistrée, les recettes des livraisons par voie numérique égaleront en 2015 pour la première fois celles des ventes sur support physique, alors qu'en 2011 elles n'atteignaient que 30% du total.
- Sur le marché des divertissements filmés, les experts s'attendent à ce que les achats et locations par Internet («over-the-top services») évoluent entre 2012 et 2017 à un taux annuel moyen de 27%, et qu'en Amérique du Nord les recettes en salle de cinéma seront dès 2017 dépassées par celles sur les vidéos téléchargées pour être regardées chez soi.
- Le marché des jeux ne progresse actuellement sur le plan mondial que de 6,5% par an, les consoles de jeux étant en perte de vitesse, mais le «mobile gaming» (jeux par smartphone) croît à un rythme de plus de 10%.

L'évolution est toutefois inégale dans les diverses parties du monde, selon la pénétration technique au niveau des équipements et selon la maturité des marchés. Alors qu'aux États-Unis les e-books approchent d'une certaine saturation c'est loin d'être le cas en Europe; en revanche, la «video-on-demand» qui connaît déjà depuis des années une croissance folle outre-Atlantique vient juste de commencer en Europe.

Les perspectives des opérateurs luxembourgeois sur les marchés européens deviennent compréhensibles à la lecture du «Media Trend Outlook» publié par PWC Deutschland, qui prédit jusqu'en 2017 pour le marché allemand une croissance annuelle moyenne de 43% pour les livres électroniques (compartment littérature, y compris les segments enfants et adolescents), de 28% pour le streaming musical et de 33% pour la «smart TV», c'est à dire l'achat ou la location de «video-on-demand», sous forme d'abonnements et de paiement à la séance.

Force est donc de constater que le Comité de prévision gouvernemental n'a pas correctement pris en compte le marché électronique dans sa diversité et dans toute sa profondeur. Aussi la prédiction d'un repli de 700 millions d'euros pour les recettes nettes de TVA électronique est-elle hautement douteuse.

pzi

suite de la page 9

Au bout de son parcours, le Comité de prévision fournit un résultat précis, en estimant que pour 2015 le montant brut de 1.096 millions d'euros sera réduit de près de 758 millions pour s'élever en net à 338 millions, ce qui expliquerait le déchet interannuel annoncé de 688 millions. En 2016, les recettes théoriques de 1.145 millions d'euros seraient comprimées par des transferts de 904 millions pour un encaissement luxembourgeois net de 241 millions. Malheureusement, le «Comité» ne justifie pas son pronostic, sauf à livrer une information sur l'effet à retardement que constitue l'encaissement de la TVA du 4^{ème} trimestre dans le courant de janvier de l'année subséquente. Début 2015, cet effet serait de 162 millions d'euros.

Jusqu'à ce jour, les responsables politiques n'ont pas pris soin, dans une matière d'une telle portée, d'expliquer davantage la démarche qui a été empruntée par une expertise que le public est donc invité à croire aveuglément. Voilà qui risque de sérieusement envenimer le débat politique des mois à venir à propos des propositions gouvernementales en matière de taux de TVA. En attendant, et jusqu'à preuve du contraire, nous nous permettons en tout cas de contester fondamentalement les affirmations du Gouvernement.

Considérer l'ensemble des changements

Aussi sommes-nous amenés à présenter ici un calcul sensiblement différent et à exposer dans le détail pourquoi nous pensons que notre estimation mérite une autre crédibilité que la théorie d'une prétendue perte «de 700 millions» en 2015.

Il y a plusieurs aspects à prendre en considération dans la prévision; le premier en est bien entendu le fait que l'Administration de l'Enregistrement ne pourra en 2015 et 2016 conserver que 30% de ses rentrées brutes, devant transférer le solde de 70% aux États européens partenaires. Pour 2017 et 2018 notre part se réduira même de 30% à 15%, avant de disparaître complètement en 2019. Que cette dernière échéance se situe au-delà des prochaines élections législatives ne peut pas dispenser les responsables politiques actuels de s'en soucier. Nous verrons dans la suite que l'effet de 2019 sera autrement plus pénible que celui de 2015.

Le second changement majeur affectant les recettes en TVA est entièrement négligé dans la présentation publique donnée par les multiples orateurs et auteurs. Il s'agit du relèvement massif des taux de TVA qui seront applicables à partir de la même date. En effet, la TVA encaissée par le Luxembourg sur des ventes électroniques vers l'étranger sera désormais calculée en appliquant les taux valables dans les différents pays de résidence des clients respectifs.

Or, comme les taux étrangers sont dans tous les pays européens plus élevés que les nôtres, presque toujours même considérablement plus élevés, il s'ensuit forcément que, à chiffre d'affaires inchangé, les recettes brutes effectives en TVA s'en trouveront gonflées. Dans la grande majorité des cas, les prestations de services et les livraisons par voie électronique seront imposées au «taux normal» des pays en cause, qui se situe aujourd'hui, en moyenne européenne, entre 21% et 22%, avec une tendance qui reste à la hausse.

Taux applicable en hausse de plus de 40% en moyenne

En conséquence, les ventes taxées passeront le plus souvent du taux (luxembourgeois) actuel de 15% à un niveau de plus de 21%. Cette hausse de 6 points de pourcentage entraînera une hausse de la charge fiscale en cause de l'ordre +40% en comparaison avec le niveau actuel. Dans le cas particulier des livres électroniques, on assistera même à un passage de 3% à plus de 21% en moyenne, de sorte que dans ce compartiment particulier les recettes de TVA vont être multipliées en moyenne par le facteur 7, autrement exprimé qu'elles subiront une hausse de +600% par rapport à leur niveau actuel. Une exception à cet ordre de grandeur est constituée ici par les ventes en direction de la France, qui passent de 3% à 5,5%, soit une hausse de 83,3% seulement.

L'effet mécanique de la hausse des taux sera donc en tout état de cause supérieur à 40% au niveau actuel, probablement de l'ordre de 50% voire plus, selon la part relative des livres électroniques dans le volume total. Cette hausse du niveau de la TVA encaissée joue pour 2015 et garde un impact sur les encaissements jusque fin 2018.

Effets d'une hausse des prix?

Il se pose évidemment aussi la question si les clients ne subiront pas, lors de l'ajustement des taux, une hausse sensible des prix de vente, TVA incluse, si les commerçants reportent la hausse fiscale sur leurs clients. À cet égard, des recherches intensives effectuées sur Internet ont fait découvrir que l'attente générale des professionnels en marketing du secteur et des observateurs et analystes externes est qu'en toute probabilité cette hausse ne sera pas perçue par le consommateur.

D'une part, les économies d'échelle réalisables pour chaque entreprise, une fois que leurs affaires sont lancées, permettent une baisse des marges sans écraser les bénéfices en termes absolus. Compte tenu de la facilité de faire des comparaisons de prix sur Internet, les experts sont unanimes pour constater une grande sensibilité au niveau des prix et ils attribuent aux

ventes électroniques une élasticité élevée de la demande, dans le sens que le chiffre d'affaires risque de réagir sensiblement à toute hausse de prix. En une phrase: «Nul n'osera remplacer un prix de 9,99 € par un prix de 10,50 €.»

Cette thèse est du reste corroborée par le constat qu'actuellement déjà, pour les ventes en ligne avec livraison physique par colis, les commerçants internationaux retiennent en général un seul prix final, taxes comprises, pour l'ensemble du marché de la zone euro, en dépit des taux de TVA divergents qui s'appliquent.

Plus de motif pour rester à Luxembourg?

Une autre circonstance délicate à considérer est évidemment la perte, pour le site de Luxembourg, de son avantage concurrentiel comme siège des commerçants et autres opérateurs électroniques, suite au changement de régime de prélèvement fiscal. Le taux de TVA à appliquer étant désormais en toutes circonstances celui du pays du client, le lieu d'implantation du commerçant devient en principe indifférent du point de vue fiscal.

Nos hôtes numériques peuvent donc, sans être pénalisés fiscalement, quitter le pays pour vaquer ailleurs à leurs affaires. Que Microsoft et d'autres grands du secteur aient déjà publiquement assuré n'avoir aucune intention de partir, illustre cependant l'autre volet de la nouvelle situation: il n'existe pas non plus une quelconque

ainsi que la croissance annuelle persistante du marché de l'ordre de 30%.

Aussi est-il raisonnable de s'attendre à ce qu'entre 2014 et 2015 les rentrées fiscales brutes augmentent d'une part de +30%, en ligne avec la croissance du volume du chiffre d'affaires, tout en étant gonflées simultanément de l'ordre de 45% au moins, en raison de l'impact du changement des taux et des autres modalités fiscales.

Les recettes brutes de 2015 qui ont été estimées ci-dessus dans le «scénario fictif» (à taux et procédures inchangés) à 1.595 millions, passent ainsi en fait à plus de 2.300 millions d'euros. La part luxembourgeoise de 30% des revenus bruts correspond dès lors à des rentrées nettes de 700 millions d'euros, soit plus du double du pronostic gouvernemental de 338 millions.

Ceci signifie que le grand manque à gagner de 700 millions d'euros actuellement prédit pour 2015 n'aura pas lieu tel quel dans la réalité, parce que le recul sera bien moins dramatique qu'on ne l'affirme, les rentrées de 2015, de l'ordre de 700 millions d'euros, égalant presque ceux de 2012, puisque, sous les hypothèses réalistes retenues, le Trésor ne perd en 2015 guère plus que ce qu'il a pu rajouter en net en 2013 et 2014.

Comme dans la suite le marché continuera à progresser, les recettes du Trésor reviendront en 2016, grâce à des recettes brutes d'un volume record de plus de 3.000 millions, à un chiffre net de l'ordre de 900 millions

Scénarios pour l'évolution des recettes nettes au titre de la TVA «électronique» en mio €

	Calcul du «Comité de prévision»		Calculs de «fonction publique»	
	recettes brutes	recettes nettes	recettes brutes	recettes nettes
2012			719	719
2013	944	944	944	944 (+225)
2014	1.026	1.026 (+118)	1.227	1.227 (+283)
2015	1.096	338 (-688)	2.313	694 (-533)
2016	1.145	241 (-97)	3.007	902 (+208)
2017	-	-	3.909	586 (-316)
2018	-	-	4.887	733 (+147)
2019	-	-	5.864	0 (-733)

incitation fiscale pour plier bagages à Luxembourg: On ne gagne strictement rien en allant ailleurs.

Un examen plus précis de cette question montre qu'il est fort probable que la très grande majorité des opérateurs non-européens établis à Luxembourg choisissent, pour gérer leur TVA pan-européenne, la facilité extrême du «Mini One Stop Shop» (MOSS) de l'administration luxembourgeoise et qu'ils garderont donc leur résidence fiscale au Grand-Duché. L'alternative consisterait pour eux à faire, concernant la TVA encaissée, des rapports et des paiements séparés en direction de tous les pays desservis commercialement, donc le cas échéant vers 28 pays différents, selon autant de procédures divergentes, expliquées dans des langues différentes, moyennant de multiples délais à respecter, avec certainement des procédures de vérification différentes et mille autres surprises possibles.

Les implications de cette question du maintien des implantations luxembourgeoises et d'un possible départ sont exposées et discutées en détail dans l'encadré intitulé «La fin du régime actuel de la TVA électronique de 15% et de 3%: un motif pour quitter le Luxembourg?» Compte tenu de toutes les circonstances y développées, nous pensons qu'en toute probabilité il y aura très peu de délocalisations au dépend du Luxembourg.

Tout ceci étant, il devient clair que les effets dominants de l'an 2015 seront, outre la réduction de la part luxembourgeoise nette à 30% dans les rentrées brutes, l'impact de la hausse des taux applicables de l'ordre de 50%

d'euros. Ensuite, 2017 apportera un repli, la part luxembourgeoise tombant de 30% à 15%, avant une reprise en 2018 grâce à la croissance du marché, même si celle-ci reviendrait à +20% seulement.

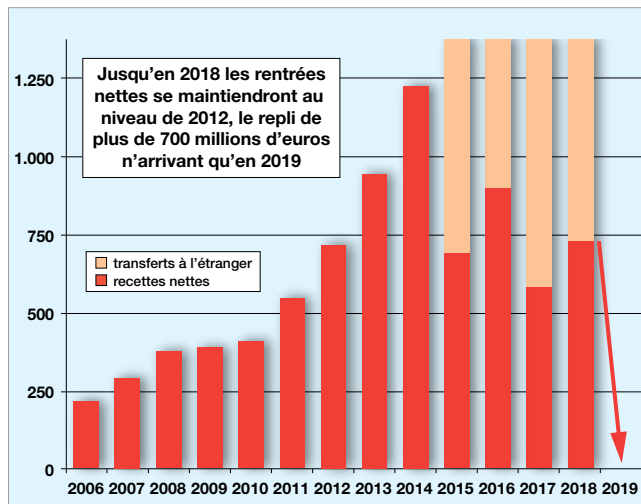
Puisqu'en 2018 les rentrées nettes du Trésor luxembourgeois seront toujours supérieures à celles de 2012, l'alerte donnée pour 2015 ne correspond pas à la réalité. Néanmoins, le repli massif des recettes d'un minimum de 700 millions d'euros aura bien lieu, mais bien 4 ans plus tard. Nos calculs des recettes étant ultra-prudents, il se pourrait même que ce recul de 2019, quand les rentrées de TVA pour les opérations paneuropéennes retomberont définitivement à zéro, soit d'un milliard d'euros, voire encore bien plus élevé.

Mais ce désastre sera seulement pour 2019, pas pour 2015. Cela nous mène au-delà de la prochaine échéance électorale, certes. Mais si le Gouvernement actuel use dès 2015 toute la munition disponible, que fera donc le pays en 2019?

Un peu plus de durabilité dans vos stratégies, Messieurs les Consuls! Ayez donc la prudence et la sagesse de reporter la hausse de TVA sur l'an 2019! Ce serait là un comportement réellement responsable.

Peut-être bien que vous nous avez trop promis par rapport à ce qui est possible. Mais vous avez bel et bien déclaré ne toucher à la TVA qu'en tout dernier ressort. Voilà que c'est subitement votre tout premier point d'attaque.

xy



La fin du régime actuel de la TVA électronique et des taux de 15% et de 3%: un motif pour quitter le Luxembourg?

La majorité des opérateurs d'Internet non-européens déclarent ouvertement qu'ils sont très satisfaits des conditions de travail trouvées au Luxembourg. Ceci ne vaut pas seulement pour les Américains, mais également pour leurs collègues et concurrents japonais, coréens, canadiens, chinois et bien d'autres encore, qui les ont rejoints peu à peu au cours des dix dernières années, pour diffuser chacun les services qui lui sont propres. Ce constat est crucial si l'on redoute des démenagements, une fois disparu l'avantage fiscal de la TVA luxembourgeoise.

Les opérateurs non-européens constituent le gros des professionnels du secteur. Or, eux ne se préparent nullement à partir, sachant qu'une délocalisation, forcément coûteuse, risque sérieusement de perturber leurs affaires pour quelque temps. La situation peut être différente pour des commerçants européens qui n'ont établi un point de vente électronique au Luxembourg que dans le seul but de tirer avantage de nos taux de TVA, surtout s'ils ne desservent en principe que leur marché domestique. Ils peuvent aisément rapatrier ce département dans le pays de leur maison-mère dès 2015; mais il ne s'agit là que d'un phénomène très marginal.

Les éditeurs et libraires britanniques qui n'ont pas fait le déplacement à Luxembourg, en dépit d'un taux de TVA de 20% sur les e-books au Royaume-Uni (contre 0% pour les livres en papier), espèrent pouvoir récupérer en 2015 des parts de marché perdus à leurs concurrents américains opérant depuis Luxembourg, une fois qu'ils seront libérés du désavantage fiscal. Mais les analystes et observateurs qui suivent ce marché tendent à penser que les Amazon et Apple ont entre-temps acquis une énorme dominance qu'il sera difficile d'ébranler, avec un vaste choix en titres que des éditeurs individuels ne sauront égaler et avec des outils de vente hautement sophistiqués (Apps et sites riches en informations appréciables). Aussi suffira-t-il que les Américains acceptent des marges bénéficiaires légèrement réduites (en absorbant le surcoût fiscal) pour pouvoir consolider leur position dominante sur l'énorme marché des livres anglophones.

Un effet négatif possible pourrait se dégager pour notre site numérique d'éventuelles pressions massives que pourraient exercer certains pays importants, comme la France et peut-être le Royaume Uni, p. ex. la menace de poursuites fiscales au niveau des impôts sur les bénéfices, afin d'imposer des points de ventes nationaux (et des emplois) dans ces pays. La virulence des accusations parisiennes contre les grosses pointures de la branche et les menaces de passer un impôt Google et d'autres mesures protectionnistes (ayant pour le reste peu de chances de réussir et de perdurer longtemps) ont toutefois envenimé les relations et font de la France un pavé que les Américains voudront bien éviter à tout prix.

Si certains acteurs ont entre-temps choisi de tenir compte, pour le marché francophone du moins, de la fameuse «*exception culturelle*», notamment de la réglementation sur le «*prix unique des livres*» et, dans le cas de la vidéo-distribution, de la «*chronologie des médias*» (délais à respecter pour les ventes de CD et la diffusion en ligne), ils le font pour s'assurer une percée sur le marché et pour pouvoir acquérir des droits, mais il paraît improbable qu'ils vont s'exposer directement, par une implantation inutile en France, à des interventions directes des autorités françaises.

Ce qui importe surtout, concernant les résidences fiscales et les lieux d'implantations, c'est que l'échéance du 1^{er} janvier 2015 est vue avec une grande appréhension par les firmes concernées, le changement du cadre juridique imposant à tous les opérateurs, même à ceux qui ne bougent pas géographiquement, des bouleversements administratifs et informatiques considérables, puisqu'ils doivent désormais localiser chaque client numérique individuel, pour pouvoir attribuer à sa commande le bon taux de TVA national.

Ensuite, il faut gérer du point de vue commercial et stratégique, la nouvelle ponction fiscale additionnelle, en réajustant soit les marges soit les prix. Gardera-t-on un prix unique pour toute la zone Euro ou prévoira-t-on des prix modulés selon la lourdeur de la taxation?

Ne pouvant éviter tout ce chambardement qui découle soudainement de la multiplicité des taux appli-

cables, les commerçants ne voudront pas y ajouter, à la même date, un second problème bureaucratique de taille comparable, consistant à devoir desservir simultanément de multiples administrations fiscales nationales, pour leur transférer la TVA prélevée. C'est avec soulagement qu'ils viennent de découvrir que ce cauchemar est aisément évitable, à la condition d'accepter l'offre du Luxembourg de régler pour eux toute cette affaire.

Le choix est simple. La solution normale serait de devoir rapporter et payer la TVA encaissée en direction des autorités fiscales de tous les pays européens desservis (donc le cas échéant vers 28 pays individuels), selon des procédures bureaucratiques qui varient, expliquées dans une vingtaine de langues différentes, moyennant des dates et délais à respecter qui divergent éventuellement, avec sans doute des preuves et vérifications multiformes et mille autres surprises possibles. L'alternative s'appelle «*MOSS*»: c'est le «*Mini One Stop Shop*»: le guichet unique luxembourgeois pouvant gérer la nouvelle situation, sans coûts additionnels.

En effet, le Luxembourg offre une solution simple, où l'opérateur électronique ne doit rapporter qu'à la seule administration luxembourgeoise, entre-temps bien connue de tous les concernés. À la communication du chiffre d'affaires il faudra bien ajouter une statistique avec la ventilation géographique complète des encaissements, mais il n'y a qu'une seule communication et qu'un seul paiement par trimestre, le Luxembourg se chargeant ensuite de faire les transferts internationaux vers les 27 autres administrations. (Qu'au passage le Grand-Duché gardera un péage de 30%, plus tard de 15%, n'intéresse pas les entreprises électroniques, puisque ceci ne se fait pas à leurs dépens.)

Croit-on devoir sérieusement redouter que la communauté numérique non-européenne fixée à Luxembourg se précipitera pour abandonner son statut de contribuable luxembourgeois? Même si des MOSS similaires seront créés dans d'autres juridictions, nos hôtes diront qu'ils savent ce qu'ils ont ici et ne savent pas ce qu'ils vont trouver ailleurs.



CGFP-Audio-Nachrichten zum Downloaden

Unsere neuesten Audio news finden Sie auf unserer Webseite unter:
www.cgfp.lu/audionews.html



Sie besitzen ein Smartphone oder ein Tablet? – Dann hören Sie doch einfach mal rein.



Avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de budget 2014

Un autre regard sur les finances publiques

La Chambre des fonctionnaires et employés publics a délibéré en sa séance plénière du 24 mars 2014 sur le projet de budget pour l'année en cours. Dans le cadre de sa mission consultative, la Chambre se démarque depuis des années dans ses avis relatifs aux lois budgétaires du matraquage propagandiste du lobby patronal, de certaines classes politiques et d'une partie de la presse qui est devenu la règle à propos de la situation des finances publiques, de l'évolution budgétaire ou encore de la performance de l'économie nationale. Ci-après nous proposons un résumé de cet avis qui est téléchargeable sur le site Internet www.chfep.lu

Le printemps économique

La conception du projet de budget 2014 et son analyse se déroulent dans un contexte économique international marqué par des signes encourageants de reprise économique en Europe. Les prévisions sont aujourd'hui unanimes: la récession débouche peu à peu sur une croissance réelle, qui diverge toutefois selon les pays. Les signes d'un retour à la croissance se multiplient aussi aux États-Unis (avec un taux de croissance supérieur à +2%). Les pays émergents et surtout la Chine restent quant à eux le moteur de la croissance mondiale, sans pour autant connaître les mêmes niveaux de croissance que dans le passé.

La relance de l'économie européenne se poursuit dans la plupart des pays de l'Union européenne (UE), même si la vitesse et l'intensité de cette reprise varient d'un pays à l'autre. Elle reste toutefois fragile en raison des mesures d'assainissement budgétaire imposées par les instances européennes pour faire face à la crise financière. Depuis les dernières prévisions d'automne de la Commission européenne, les perspectives se sont améliorées pour l'UE et pour la zone Euro. Le Produit Intérieur Brut (PIB) pour l'ensemble de l'UE devrait croître de +1,5% cette année et de 2% en 2015, soit une révision à la hausse de 0,1% par rapport aux prévisions de 2013. Les prévisions de croissance pour la zone Euro sont un peu moins optimistes, à +1,3% en 2014 et +1,8% en 2015.

La situation de l'économie nationale

Pendant la période 2009-2010, le gouvernement avait utilisé ses marges de manœuvre budgétaires pour mettre en place une politique orientée rigoureusement vers la stabilisation macroéconomique et la protection des couches de population vulnérables contre les effets négatifs de la croissance (soutien du pouvoir d'achat des ménages, mesures fiscales, mesures d'accompagnement en matière d'emploi, etc.), politique combinée au maintien d'un niveau d'investissement public élevé.

Confronté à la persistance de la crise économique et soucieux d'éviter une trop forte dégradation structurelle des finances publiques, le gouvernement avait mis en œuvre depuis 2011 une politique de consolidation budgétaire visant à rétablir l'équilibre des finances publiques sans toutefois mettre en danger une quelconque reprise économique.

Tout en conservant un dynamisme supérieur à la norme internationale, la croissance a pourtant de nouveau diminué après 2010: le PIB ayant encore progressé de +1,9% en 2011, il a subi une contraction de l'ordre de -0,2% en 2012 (année marquée notamment par un net repli de l'activité dans le secteur financier).

À l'heure actuelle, de nombreux indicateurs nationaux et internationaux traduisent dans l'ensemble une amélioration des perspectives conjoncturelles pour l'économie du Luxembourg, sans pour autant atteindre leurs sommets d'*«avant-crise»*. Concernant la croissance économique (en termes d'évolution du PIB), des institutions telles que la BCL ou le STATEC, prévoient pour 2014 et 2015 des taux de croissance (en termes d'évolution du PIB) supérieurs à 2% voire de 3%.

Évolution générale du niveau des dépenses publiques

Dans tous les pays du monde, l'on observe un accroissement apparent des dépenses de l'État résultant du budget. L'accroissement réel doit être appréhendé en prenant en considération un certain nombre de facteurs comme l'augmentation de l'emploi et de la population du pays. Entre 2000 et 2012, la population du Luxembourg a augmenté de +21%, alors que pendant cette période dans l'UE-27 cette augmentation a dépassé à peine les +4%. Les statistiques du marché de l'emploi national révèlent pour la période 2000 à 2012 une augmentation totale de +47,8%. Ces évolutions sociodémographiques se sont traduites inévitablement par une demande accrue de services publics et expliquent en partie du point de vue national la croissance des dépenses y liées.

La Chambre rappelle que les décideurs politiques renforcent encore ce phénomène en cédant régulièrement à la pression du citoyen-électeur qui revendique sans cesse de nouvelles prestations et interventions étatiques (culture, éducation, santé, nouvelles technologies, etc.) exigeant souvent l'extension de l'activité de l'administration publique à des domaines nouveaux. Il reste alors au gouvernement à traduire les engagements dans des projets que les députés de la nation souveraine ratifient, parfois en y ajoutant encore du leur.

En relation avec la capacité économique du pays, les dépenses totales des administrations publiques luxembourgeoises (administration centrale, communes et sécurité sociale) se situent depuis belle lurette largement en-dessous de celles de nos pays voisins qui sont nos principaux partenaires économiques et également en-dessous de celles de la moyenne européenne.

Avec la crise en 2008-2009, et comme dans les autres pays européens, la part des dépenses publiques dans le PIB a augmenté fortement au Luxembourg en passant de 36,3% du PIB en 2007 à 44,3% en 2012. La hausse des dépenses publiques exprimées en pourcentage du PIB résulte de l'effet combiné d'une augmentation du poids des dépenses suite à la crise et surtout du recul de l'activité économique qui se répercute sur le PIB, comme d'ailleurs partout dans la zone Euro.

A titre comparatif, les dépenses totales des administrations publiques (en %) rapportées au PIB se chiffraient pour 2012 pour la Belgique à 55%, pour la France à 56,6% et pour l'Allemagne à 44,7%. Rapporté au PIB, les pays ayant aujourd'hui un secteur public encore moins coûteux que le Luxembourg sont surtout les «nouveaux» États membres comme la Bulgarie (35,9% en 2012), la Lituanie (36,1%) ou la Roumanie (36,6%), dont on connaît toutefois l'offre de services publics limités et le niveau de la sécurité sociale minimaliste.

Au vu de ce qui précède, la Chambre constate que la charge que l'État constitue pour l'économie nationale et le coût relatif de l'administration par rapport au PIB sont particulièrement bas au Luxembourg, en comparaison interna-



Le rapporteur Eugène Berger (au milieu) a rencontré les responsables de la CGFP pour un échange de vues sur le projet de budget 2014

tionale. Toute affirmation contraire vise méchamment à affaiblir l'État, alors que celui-ci s'est révélé comme l'élément stabilisateur en temps de difficultés.

Évolution récente des recettes publiques

Il est une constante du budget luxembourgeois qu'il sous-évalue les recettes en général, et en particulier les recettes fiscales dont le taux de sous-évaluation des principales catégories se situait au cours des dernières années entre 5 à 15% voire plus.

Ce qui complique la tâche de prédire l'évolution des revenus fiscaux, c'est le fait que l'impact de la conjoncture sur les recettes publiques présente des décalages temporels très inégaux. Ainsi, l'impôt sur les salaires et la TVA sont pour l'essentiel collectés dès le mois qui suit le paiement générateur, de sorte que leurs rentrées accusent rapidement tout ralentissement et toute accélération conjoncturels. À l'opposé, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'impôt fixé par voie d'assiette mettent en partie plusieurs années avant d'être encaissés.

Le tableau en bas de la page 13 confirme que la sous-estimation traditionnelle des prévisions budgétaires luxembourgeoises est la règle au niveau des «recettes courantes» de l'État (composées essentiellement des impôts directs et indirects, des dividendes, des loyers et des intérêts) perçues pour les années 2004 à 2012.

Pour ce qui est des principales ressources fiscales, on constate une progression pluriannuelle particulièrement importante pour la période de 2010 à 2012 pour la TVA (+473 millions d'euros ou +23,3%), pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques fixé par voie d'assiette (+101 millions d'euros ou +19,1%) et pour l'impôt retenu sur les salaires (+356 millions ou +16,8%) car les salaires étant, dans l'ensemble, plus faciles à appréhender et à contrôler par l'administration fiscale que d'autres impôts, tels que les bénéfices commerciaux ou les honoraires des membres des professions libérales.

Dans ses avis budgétaires antérieurs, la Chambre a fait part, concernant les impôts directs, de son vif intérêt pour l'évolution du partage du poids relatif de la charge fiscale entre les salariés et ménages, d'une part, et les entreprises, de l'autre. En 2001, l'impôt sur les collectivités, donc la charge prélevée sur les bénéfices annuels des entreprises, rapportait 1.312 millions d'euros; en 2012, le montant correspondant s'élevait à 1.537 millions, soit une progression nominale de +17% en onze ans. Dans le même intervalle, les impôts sur le revenu des particuliers, donc les impôts sur les salaires et les impôts fixés par voie d'assiette, ont augmenté

de +123%, passant de 1.392 à 3.098 millions. La conséquence est énorme: désormais les ménages sont accablés de 67% du fardeau total constitué par la fiscalité directe, contre 33% seulement pour les entreprises, alors que voilà une décennie le partage était équitable et équilibré, à 51% contre 49%!

Regards sur la dette publique et les actifs financiers

Avec son endettement traditionnellement modéré et contrebalancé par des actifs financiers substantiels, le Trésor luxembourgeois a pu conserver son crédit international et s'est vu récemment reconfirmer à de multiples reprises son «*ranking AAA*», c'est-à-dire la notation maximale par les trois principales agences internationales de notation, à savoir Moody's, Standard & Poor's et Fitch. Ceci prouve qu'en dépit de la crise, l'État luxembourgeois, par opposition à la majorité des pays européens, a su maintenir des comptes financiers sains et conformes à sa longue tradition de gestion sage, en dépit d'affirmations contraires mille fois répétées.

Consciente que la solidité de nos finances publiques a largement contribué dans le passé à garantir la stabilité économique et financière du Luxembourg, la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'ignore pas que la progression des dernières années suscite des appréhensions (si ce n'est que pour éviter des charges d'intérêts supplémentaires), même si le taux d'endettement du Luxembourg est encore largement en deçà de la limite de 60% inscrite dans le pacte de stabilité de l'UE.

Le niveau d'endettement de l'administration publique a augmenté fortement depuis le début de la crise en 2007, lorsque le niveau de la dette ne s'élevait encore qu'à 6,7% du PIB (2,5 milliards d'euros). La politique volontariste en faveur de l'activité économique, de l'emploi, du pouvoir d'achat et de la stabilisation du système bancaire avait affecté la situation des finances publiques par le creusement des déficits budgétaires en 2009 et 2010 et par une augmentation de la dette publique. Il importe de rappeler dans ce contexte que le financement par un déficit public passager a été à l'époque expressément accepté par tous les interlocuteurs, quand il s'agissait de maintenir les investissements publics à un niveau élevé et même de les étoffer. Il n'est en conséquence ni correct ni honnête de prendre prétexte du déficit effectif résultant de ces mesures – un déficit décidé, prêté et approuvé en commun – pour présenter maintenant une analyse biaisée de la situation et pour caractériser ce déficit comme un désastre imprévu exigeant une réaction énergique.



Les responsables de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ont présenté l'avis sur le projet de budget 2014 aux représentants des médias

La dette ne doit cependant pas être appréhendée uniquement du côté du passif du bilan, mais elle a aussi une contrepartie à l'actif. À côté des nombreux investissements effectués par l'État, celui-ci possède également des participations élevées tant dans des entreprises privées que dans les entités publiques qui rapportent des dividendes. En effet, contrairement aux procédés usuels à l'étranger, le Luxembourg n'a pas renfloué la trésorerie en privatisant et en introduisant en bourse ses services publics, notamment dans les domaines des postes et télécommunications, des services de paiement, d'épargne et de crédit, de l'approvisionnement en électricité et en gaz ou encore des transports par air et par rail. Il est même devenu le copropriétaire d'importantes entreprises privées cotées en bourse disposant d'actifs financiers qui sont autant de placements avec un rendement confirmé dans le long terme et qui pourraient être cédés. Par exemple, la valeur de marché des participations de l'État dans ArcelorMittal est évaluée selon les cours boursiers au 31 janvier 2014 à 478,2 millions d'euros, celles dans SES à près de 730 millions d'euros. Le total des participations s'est chiffré au 31 janvier 2014 à plus de 2 milliards d'euros.

Il est carrément erroné voire malhonnête d'affirmer que le comportement actuel de la communauté nationale reviendrait à compromettre de façon irresponsable la situation matérielle de nos enfants et petits-enfants. En effet, de tels propos ne tiennent en rien compte de la relation réelle entre les dettes et les actifs du secteur public. Certes, le nouveau-né hérite d'une dette publique, mais il hérite aussi d'actifs publics: routes, écoles, hôpitaux, services de protection sociale, etc. Dans le passé, de tels efforts pour ajuster le pays à la croissance démographique et économique et pour jouer au pompier dans des entreprises en péril ont pesé sensiblement sur les budgets publics, dont ils ont en fait absorbé les surplus. En temps de crise, ils nous ont valu des déficits publics effectifs et une dette croissante quoique mesurée.

Les efforts déjà consentis pour réduire la dette publique

Dans un passé récent, plusieurs paquets de mesures de consolidation ont été adoptés pour 2011 et 2013, et dont l'effet global sur le solde de l'administration publique est estimé à près de 1.700 millions d'euros. Force est de constater que la participation à l'effort de consolidation budgétaire a été inégalement répartie entre ménages et entreprises. La Chambre cite, à titre d'exemples, côté recettes l'augmentation du taux de l'impôt de solidarité des personnes physiques de 4% à 7% (+102 millions d'euros), la suppression du forfait kilométrique (+34 millions d'euros) et la réduction du montant maximum remboursable en matière de TVA logement (+20 millions d'euros). Côté dépenses, il y a lieu de souligner les modulations de différentes prestations sociales portant sur l'ajustement, le chèque-service, le forfait d'éducation ou l'allocation de rentrée scolaire (-103 millions d'euros). Sans oublier l'atténuation de l'évolution

de la masse salariale de la Fonction publique (-63 millions d'euros) en raison notamment du report en 2011 de l'accord salarial.

Hormis ces paquets de mesures spécifiques pour l'assainissement des finances publiques, il importe de rappeler la modulation du système d'indexation automatique des salaires, traitements, pensions et rentes pour 2012, 2013 et pour l'année en cours. S'appuyant sur la solidarité nationale de l'ensemble des travailleurs salariés, ce dispositif a contribué d'une façon non négligeable à donner un certain répit aux entreprises en période de crise. La réduction du coût salarial réalisée par cette modulation du système d'indexation est estimée à un demi-milliard d'euros dans le chef de l'ensemble des employeurs (environ 80 millions d'euros pour le secteur public), sans compter les effets macroéconomiques indirects.

Les principales considérations du projet de budget 2014

En considérant les grands agrégats du projet de budget 2014, la Chambre est amenée à conclure que la situation des finances publiques est en train de s'améliorer nettement. Les opérations courantes, c'est-à-dire les dépenses ordinaires de fonctionnement de l'État (y compris les transferts de revenu), d'un côté, et les recettes fiscales, de l'autre côté, dégagent pour 2014 un excédent de +792,6 millions. Le budget total, de son côté, se solde par un modeste déficit de -172 millions d'euros.

Selon la formule de Maastricht, le projet de loi budgétaire pour 2014 prévoit un solde de l'administration publique de +100,3 millions d'euros (0,2% du PIB) et, se basant sur des prévisions pour l'exercice antérieur, un solde de 4,5 millions d'euros pour 2013. Le niveau de la dette publique comparée au PIB se stabilise autour de 23%, respectant ainsi bien le programme gouvernemental qui impose de maintenir à tout moment la dette publique en-dessous de 30%. La Chambre est pourtant consciente que la progression de la dette pendant les dernières années suscite des appréhensions (si ce n'est que pour éviter des charges d'intérêts supplémentaires), même si le taux d'endettement du Luxembourg est encore largement en deçà de la limite de 60% inscrite dans le pacte de stabilité de l'Union européenne (UE).

Les dépenses dans le projet de budget 2014

Pour l'établissement du projet de budget 2014, le gouvernement a mis l'accent sur la réduction du volet des dépenses publiques. Les mesures de redressement devraient permettre d'économiser 231,2 millions d'euros au total.

Au niveau de la politique du personnel de l'État, le gouvernement avait invité les départements ministériels dans le cadre de l'établissement du budget 2014 à «analyser en détail les possibilités de non-remplacement d'agents dont le départ en retraite est prévu en 2014». La Chambre juge scandaleuses ces tendances répétées et pernicieuses

de démantèlement de l'administration prétendant en sureffectif et rappelle que la Fonction publique luxembourgeoise se situe en excellente position au niveau européen quant à ses effectifs et surtout quant à ses coûts relatifs.

Au niveau de l'État central le coût du personnel, c'est-à-dire les dépenses ayant trait aux traitements des fonctionnaires, aux indemnités des employés et aux salaires des ouvriers, a passé en quinze ans de 23,1% à 19,9% du total des dépenses effectives, régressant ainsi de plus de 3 points. Pour l'ensemble du secteur public, la baisse sur la même période est de 2,8 points. À cela s'ajoute que la période 2002-2012 a été marquée par une augmentation sensible des effectifs (+25,6% pour le groupe formé par l'administration générale, la magistrature, la force publique, l'enseignement et les cultes) qui a trouvé son origine principalement dans l'augmentation de la population résidente (+18,2%) et dans l'accroissement de l'emploi (+33%) pendant cette même période.

La Chambre rappelle que l'administration publique luxembourgeoise est une des plus performantes d'Europe au niveau coût-efficacité et que la politique de personnel se fait non dans l'optique d'une réduction des dépenses courantes, mais plutôt dans l'objectif d'assurer un fonctionnement efficient des services aux citoyens.

En ce qui concerne les économies envisagées de quelque 9 millions d'euros en fixant la limite de renforcement du personnel de l'État à 150 unités en 2014, la Chambre regrette le manque d'informations quant au(x) domaine(s), département(s) ou service(s) concerné(s) par cette mesure. Il en est de même pour la réduction globale de 137,2 millions des dépenses d'investissements. Il ne ressort ni du projet de budget, ni du discours du Ministre des Finances à la Chambre des députés lors du dépôt, quels projets seront en fin de compte considérés comme prioritaires, reportés dans le temps voire le cas échéant abandonnés. Il est dès lors difficile sinon impossible d'y déceler une stratégie globale voire une orientation claire.

L'aide financière de l'État pour études supérieures a, d'après l'exposé des motifs, pu être réduite de 34 millions d'euros suite à la décision récente du gouvernement de réformer pour le semestre d'hiver 2014/15 le système actuellement en vigueur. Il est pour le moins surprenant que, pour ladite réforme sur laquelle ces économies hypothétiques se basent, on ne voit que de lancer la procédure législative.

Les dépenses liées aux frais de fonctionnement (frais de route et de séjour, frais d'experts et d'études, etc.) seront réduites de -8,5%. Puisque ces dépenses de «consommation intermédiaire» font depuis des années régulièrement l'objet de mesures de redressement plus ou moins importantes, la Chambre se demande si le niveau n'est pas bientôt atteint où les crédits de fonctionnement ne sont plus compressibles davantage sans mettre en péril le bon fonctionnement de l'État.

Les recettes estimées dans le projet de budget 2014

De l'avis de la Chambre, les estimations dans le projet de budget 2014 représentent un scénario minimal, qui pourra être dépassé facilement si la reprise économique gagne rapidement de la substance, avec comme conséquence des recettes fiscales supplémentaires. Il y a lieu de souligner la réactivité exceptionnelle des recettes publiques aux retours de conjoncture: tout comme la récession de 2009 a causé des ravages dans les rentrées fiscales, de même la reprise devrait maintenant raviver vigoureusement les mêmes recettes.

En raison des projections macro-économiques plus que favorables, il est de l'avis de la Chambre fort probable que les taux de progression des recettes prévues dans le projet de loi budgétaire 2014 constituent, comme dans le passé, des sous-estimations. Les derniers chiffres publics sur les recettes courantes au 31 décembre 2013 soutiennent cette hypothèse car certaines recettes fiscales y recensées dépassent déjà à cette date les prévisions énoncées dans le projet de loi.

La Chambre s'oppose plus particulièrement à une augmentation généralisée des différents taux de la TVA qui est un impôt dégressif par rapport au revenu. Cet impôt indirect prélève donc une fraction d'autant plus faible du revenu des ménages que celui-ci est élevé. En d'autres termes, les personnes à revenu élevé en paient proportionnellement moins que les moins bien lotis car ce sont les ménages modestes qui sont obligés de consacrer, en proportion de leur revenu, davantage de moyens à leur consommation courante que les ménages aisés, ces derniers pouvant épargner une partie de ce qu'ils gagnent. Il va de soi qu'une augmentation des taux de la TVA fera diminuer encore davantage le pouvoir d'achat des ménages. Un transfert accru du pouvoir d'achat restant vers les centres commerciaux des régions frontalières est à craindre. En outre, des taux plus élevés vont s'accompagner de phénomènes accrus de fraudes et d'évasions fiscales. Le «travail au noir» en particulier et la fraude de la TVA en général deviendront plus «rentables» et vont dès lors connaître un nouvel élan.

Peu importe la date de son introduction, en cas de hausse généralisée des taux de TVA, la Chambre demande que le plafond maximal remboursable applicable au régime «TVA-logement» soit en parallèle proportionnellement ajusté vers le haut. En d'autres termes, l'augmentation de deux points de pour cent de la TVA ne sera pas remboursée dans le cadre du régime «TVA-logement» si le montant maximal reste limité à 50.000 euros.

En ce qui concerne l'impact sur le budget des recettes fiscales liées au commerce électronique dans les quatre années à venir, la Chambre a du mal à se rallier aux prédictions de pertes farineuses avancées par les instances gouvernementales et allant au pire des cas jusqu'à 1.100 millions d'euros par an. Nous renvoyons à ce sujet à l'article aux pages 7 à 11 de la présente édition.

Évolution des recettes courantes du budget de l'État pour la période 2004-2012 (montants en millions d'euros)

Année budgétaire	Recettes courantes selon prévisions du budget voté	Recettes courantes perçues	Différence	
			en mio	en %
2004	6.243	6.619	+376	+6%
2005	6.829	6.526	-303	-4,4%
2006	7.224	7.891	+667	+9,2%
2007	7.761	8.657	+896	+11,5%
2008	8.355	9.100	+745	+8,9%
2009	9.189	8.813	-376	-4,1%
2010	8.399	9.355	+956	+11,4%
2011	9.547	10.266	+719	+7,5%
2012	10.633	10.674	+41	+0,4%



sécherFUEREN



Entdeckt elo eise neien Tarificateur op

www.cgfp-assurances.lu

a profitéiert vun de spezielle Konditiounen fir CGFP Memberen.



Tarificateur
auto



Mir maachen lech méi sécher.
Votre sécurité nous tient à cœur.
www.cgfp-assurances.lu

CGFP
Assurances

16, rue Érasme
L-1468 Luxembourg
tél.: +352 27 04 28 01
info@cgfp-assurances.lu

Eigenheiminteressenten

Die eigenen vier Wände sind der Wunsch
eines jeden


BHW und CGFP

bieten ihnen hierzu die Möglichkeit
und zwar zu den
allergünstigsten Bedingungen

Unschlagbares Angebot

für:	mit:
Wohnungsbau/-kauf	Sofortkredit
Modernisierung	CGFP-Vorzugsdarlehen
Grundstückwerb	Steuervorteilen

Lassen Sie sich unverbindlich beraten

Bitte ausfüllen und einsenden an:  **OEL/CGFP**
Oeuvre CGFP
d'Épargne-Logement
B.P. 595 – L-2015 Luxembourg

Baukredit:	_____
	(Name)

	(Vorname)

	(Straße, Hausnummer)

	(Plz. / Wohnort)

	(Telefon)

	(Dienstbezeichnung)

	(Dienststelle)

Sichern Sie sich Ihre Steuervorteile 2014

Bausparen *aktuell*

Informationen • Meinungen • Tipps

Mitgeteilt von der BHW Bausparkasse und der Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement

BHW Dispo maXX

Bauen und Sparen

Der BHW Dispo maXX ist ideal zum Bauen und Sparen. Sie entscheiden sich für Ihr Ziel, BHW und die Oeuvre CGFP d'Epargne-Logement ebnen Ihnen den Weg.

Zinsgünstiges Darlehen

BHW Dispo maXX bietet Ihnen ein zinsgünstiges Darlehen mit Festzinsgarantie über die gesamte Laufzeit. Das heißt, Sie machen sich unabhängig von den Kapriolen des Kapitalmarktes und stellen Ihren Wohntraum vom ersten Tag an auf eine verlässliche Basis.

Sie beeinflussen selbst, ob und wann Sie Ihr Baugeld haben möchten.

Das Prinzip ist einfach: Je höher die Tilgung, desto schneller ist das Darlehen verfügbar.

Wie hoch das Darlehen ist, ergibt sich aus Ihrem Sparguthaben, der Spardauer und der Tilgungsrate, die Sie bestimmen.

Egal, ob Sie Ihr Darlehen nun früher oder erst später in Anspruch nehmen. Sie haben die Wahl zwischen drei Darlehenszinsvarianten zu 3,75%, 2,90% oder sogar 1,90%. Ganz so, wie es Ihren Wünschen entspricht.

Baugeld schon nach kurzer Zeit

Mit BHW Dispo maXX kommen Sie ohne festes Mindestsparguthaben zum Baugeld.

Für jene, die sofort mit dem Bauen anfangen wollen, gibt es die Möglichkeit, ihren Finanzierungsplan mit Hilfe eines BHW-Sofortkredits aufzustellen. Und als CGFP-Mitglied haben Sie zusätzlich Anspruch auf ein Gewerkschaftsdarlehen zum Vorzugszinssatz.

Spareinlage mit hoher Rendite

Wollen Sie kein BauSparDarlehen in Anspruch nehmen, so bietet sich der BHW Dispo maXX als attraktive Spareinlage mit hoher Rendite an. Während der Vertragslaufzeit erhalten Sie eine Basisverzinsung von 1,00%. Bei Darlehensverzicht und einer Laufzeit von mindestens sieben Jahren erzielen Sie bis zu 4,00% Guthabenszinsen. Diese Höherverzinsung ist abhängig von der Umlaufrendite festverzinslicher Wertpapiere und begrenzt auf einen Zeitraum von max. acht Jahren. Sie profitieren als Kunde somit von steigenden Guthabenszinsen.

Staatlich gefördert

Die Einzahlungen auf Ihr Bausparkonto können Sie steuerlich absetzen: jedes Jahr bis zu 672 Euro für jede zum Haushalt zählende Person. Für ein Ehepaar mit zwei Kindern macht das z.B. 2.688 Euro. Zudem sind die Zinserträge auf Bausparguthaben von der Quellensteuer befreit (ein CGFP-Erfolg). Das lohnt sich!

Neue Grundrisse für Smart Homes



Ein kleines Haus kann sich als wahres Raumwunder erweisen. Die neuen Smart Homes punkten mit intelligenten Grundrissen, schlanker Technik und vielen versteckten Potenzialen. Kleine Häuser bieten mehr Platz – wenn sie geschickt geplant und ausgestattet sind. Immer mehr Bauherren sparen darum an überflüssigen Baukosten für Flure, Erker oder Keller. Heute weiß man: „Platz zum Wohnen erfordert nicht unbedingt mehr und teure Quadratmeter“, sagt Rüdiger Grimmert von der BHW Bausparkasse.

Die innovativen Raumwunder verfügen über einen offenen Grundriss – wenige große Räume anstatt vieler kleiner – und reduzieren ungenutzte Verkehrsflächen. Als kompakte Baukörper schaffen sie ein optimales Ver-

hältnis von Gebäudehülle und Wohnfläche – ohne Verzicht auf Komfort, aber erheblich kostengünstiger. Zum intelligenten Grundriss gehört auch der ökonomische Umgang mit Stauraum, wissen Experten. „Ein Raum muss klar und aufgeräumt sein. Der Platz für Abstellflächen kann zum Beispiel in Schrankzonen oder Wandnischen untergebracht werden.“

Großzügige Verglasung bringt viel Licht ins Haus und vergrößert die Raumwirkung. Auch im Detail wird jeder Vorteil genutzt: Schiebetüren sparen Platz. Inzwischen Trend: raffinierte Extras wie eine Miniküche, die sich in eingeklapptem Zustand als Kommode tarnt, oder der Wandspiegel, der sich als Esstisch ausklappen lässt.

In vielen Kellern schlummert Wohnpotenzial



In vielen Kellern stecken ungeahnte Möglichkeiten: Sind die Räume mit Heizung, Strom- und Wasseranschlüssen ausgestattet und haben die nötige Raumhöhe, finden Hausbesitzer im Untergeschoss oft zusätzliche Rückzugs- und Freizeitmöglichkeiten. Und das nur ein paar Treppenstufen entfernt! Da lohnt es sich für Eigentümer, mehr aus ihrem Keller zu machen, zum Beispiel mit eigener Sauna, Büro oder Heimkino. Heizung, Strom- und Wasseranschlüsse gibt es heute in fast jedem Keller.

Dank moderner Dämm- und Entlüftungsverfahren können aus einst oft muffigen Abstellbereichen attraktive Freizeit- und Arbeitsräume entstehen.

Gesundes Raumklima

Ein gesundes Raumklima ist unterhalb des Bodenniveaus keine Selbstverständlichkeit. Häufig sind Untergeschosse anfällig für Feuchtigkeit. Rüdiger Grimmert von der

BHW Bausparkasse: „Fachgerechte Dämmung hilft gegen Nässe und Kälte. Je nach Dicke der Dämmstoffe müssen Hausbesitzer mit rund 25 Euro pro Quadratmeter Wandfläche für eine Außenwanddämmung rechnen.“ Hinzu kommen die Arbeitskosten sowie eine möglicherweise notwendige Freilegung der Kellerwand.

Untergeschoss aufgewertet

Der Aufwand zahlt sich dreifach aus: weniger Heizkosten, mehr Nutzfläche und Verbesserung der Bausubstanz. „Durch die Kellermodernisierung steigt der Wert der Immobilie“, so der BHW-Experte. Die Dämmung verschlechtert allerdings die Luftzirkulation im Keller. Entstehende Feuchtigkeit kann dann über die Lüftungsanlage abgeleitet werden. Wichtig: Vor dem Gang in den Untergrund sollten sich Eigentümer ein Baugrundgutachten einholen, um Eignung, Kosten und Nutzen sorgfältig abzuwägen.





FORGET DIPLOMACY. IT'S ALL ABOUT FUN.



MINI DIPLOMATIC SALES.

As a member of a European Institution, the Corps Diplomatique or an international organization, you know that life can be quite different from one country to another. One thing is for sure, if you want to have fun in life, MINI is your international friend. That is why your MINI Diplomatic Sales Advisor helps you with all required administrative information to get excited in your MINI in no time. Furthermore, we can deliver your personalized car anywhere in the world respecting local specifications. And in addition, we offer you our particularly attractive sales conditions.

MINI
ARNOLD KONTZ

186, Route de Thionville - L-2610 Luxembourg
Tél.: 49 19 41-305 - MINI@arnoldkontz.lu

Neue Wege in der Kommunikation

CGFP: Video-Nachrichten zum Downloaden

Im Zuge ihrer Bemühungen, ihre Kommunikation nach außen ständig auszubauen, bietet die CGFP den Besuchern ihrer Internetseite nun auch Video-Nachrichten zum Downloaden an. Fortan nutzt sie ihre Internetseite demnach nicht nur, um Textnachrichten in Form von Pressemitteilungen oder Audio-Botschaften zu veröffentlichen, sondern auch um Filmbeiträge über diesen Weg zu verbreiten.

Besucher des CGFP-Internetportals finden diese Videos ab sofort auf einer eigens hierfür eingerichteten Seite mit der Bezeichnung „Video news“, und zwar unter:

<http://www.cgfp.lu/video-news.html>

Es genügt, den entsprechenden Link einfach per Mausclick anzuwählen, und schon werden Sie zur *vimeo*-Seite weitergeleitet, wo die Beiträge geladen und abgespielt werden können.

Demnach hat sich im Laufe der letzten zwei Jahre in puncto Kommunikation viel getan bei der CGFP. Neben der nach wie vor im Zwei-Monats-Rhythmus erscheinenden Verbandszeitung „fonction publique“, die mit einer Gesamtauflage von um die 30.000 Exemplare eingehend sowohl über die Gewerkschaftsaktivitäten als auch über Neuigkeiten im Bereich des CGFP-Dienstleistungsangebots informiert, wurde im Februar 2012 mit „fonction publique compact“ erstmals ein Info-Blatt in Magazin-Form mit einer handlicheren Größe herausgegeben. Wie der Name es sagt, vermittelt „fonction publique compact“



Paule Rodesch – hier im Gespräch mit CGFP-Generalsekretär Romain Wolff – präsentiert in gekonnter Manier die CGFP-Nachrichten in Form von Video news auf der entsprechenden CGFP-Internetseite

Foto: Steve Heiliger

seither in konzentrierter Form Fakten, Zahlen und Hintergrundinformationen zu Themen, die für unsere Mitglieder von besonderem Interesse sind. Um sie schnell und zuverlässig über die CGFP-Aktivitäten zu informieren, besteht seit geraumer Zeit ebenfalls die Möglichkeit, sich auf die CGFP-Newsletter zu abonnieren. Der Dienst ist kostenlos. Es reicht, sich auf der CGFP-Homepage in besagte Rubrik einzutragen, und schon werden Ihnen die neuesten CGFP-Nachrichten stets aktuell per Mail zugeschickt.

Mit der Einführung der „Audio news“ auf der CGFP-Internetseite ging die

Berufsorganisation aller im öffentlichen Dienst Beschäftigten noch einen Schritt weiter. Die Wortmeldungen sollen sich auf das Wesentliche konzentrieren und nach Möglichkeit nicht über eine Länge von drei Minuten hinausgehen.

Ähnlich verhält es sich nun mit den Video-Nachrichten. In Wort und Bild informieren sie über aktuelle Themen, die Sie als öffentlich Bedienstete besonders interessieren dürften.

Für die Präsentation der Video-Beiträge zeichnet Paule Rodesch verantwortlich, die, als erfahrene Radio-Journalistin, die CGFP-Abteilung

für Öffentlichkeitsarbeit seit Anfang vergangenen Jahres verstärkt.

Die erste Video-Datei gibt dem Besucher übrigens in Form einer Kurzdarstellung einen Einblick in die Entstehung, die Entwicklung und das Alltagsgeschehen bei der CGFP. Ein zweiter Beitrag handelt vom unlängst stattgefundenen Antrittsbesuch der CGFP-Führung bei Staatsminister Xavier Bettel.

s.h.

www.cgfp.lu/video-news.html



Votre spécialiste Apple au Luxembourg

Luxembourg-Ville | Esch-sur-Alzette | City Concorde | Galerie Auchan
T +352 44 68 44-1 | mail@lineheart.lu | www.lineheart.lu

LINEHEART
CITY





Des racines profondes, des branches solides

Fondé il y a plus de soixante ans au Luxembourg, le groupe KBL epb puise ses racines à travers l'Europe et vous offre de prendre appui sur des branches solides.



EUROPEAN
PRIVATE BANKERS

AMSTERDAM | BRUXELLES | GENÈVE | LONDRES | LUXEMBOURG | MADRID | MONACO | MUNICH | PARIS

WWW.KBL.LU

Schnell und übersichtlich informiert:



Vous avez un Smartphone
ou Tablet Computer?
Alors scannez notre code
et découvrez notre site internet!



Unsere Webseite www.cgfp.lu

Prix abordables pour tous?

La fourniture de services publics de haute qualité dans l'Union européenne a récemment fait l'objet d'une étude de l'Académie Europe de la Confédération européenne des syndicats indépendants (CESI) présidée par Romain Wolff, secrétaire général de la CGFP.

Cette étude, qui peut être consultée sur le site de la CESI (www.cesi.org), se base sur le Protocole 26 sur les services d'intérêt général annexé au traité de Lisbonne qui, en son article 1, fait référence aux valeurs communes de l'Union applicables à tous les Services d'Intérêt Economique Général (SIEG), en l'occurrence «un niveau élevé 1) de qualité, 2) de sécurité et 3) quant au caractère abordable, 4) l'égalité de traitement et 5) la promotion de l'accès universel et 6) des droits des utilisateurs.»

Il est rappelé que les SIEG sont des services comportant des obligations de service public, définis comme tels par les autorités publiques nationales, à partir, et en référence à une action sociale et civique, répondant à des besoins fondamentaux et jouent un rôle-clé dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union. Sont généralement considérés comme SIEG les services en réseaux (communications, postes, électricité, gaz, eau, transport), les services sociaux et/ou de santé, le logement etc.

Pour la CESI, il découle de l'étude précitée qu'il revient aux autorités publiques à tout niveau (national, régional, local) de veiller à la mise en oeuvre des six valeurs du Protocole précitées, qui devraient, en cas de tension, prévaloir sur l'application des règles du traité en matière de libre concurrence, de marchés publics, et d'aides d'Etat,....ce qui, pour beaucoup de citoyens européens, n'est pas le cas comme il est démontré ci-après à l'exemple des prix des services d'intérêt économique général (supposés) abordables. Les SIEG restent le plus souvent fondés sur une logique exclusivement marchande et soumis aux règles communautaires de la concurrence et du marché intérieur.

Dans un avis d'initiative du Comité Economique et Social européen (CESE) le rapporteur Raymond Hencks, représentant de la CGFP dans cette institution communautaire, a fait l'analyse de la valeur concrète et de l'utilité pour les citoyens européens du Protocole 26, spécifiquement en ce qui concerne des prix abordables des SIEG.

Il n'existe pas au niveau communautaire de définition homogène ou d'approche uniforme du caractère abordable ou de l'accessibilité économique d'un SIEG, tout comme il n'existe pas d'instrument pour le mesurer. Dans les textes communautaires le caractère abordable est décrit comme «accessibilité tarifaire», «services financièrement accessibles», «prix abordables» ou encore un service à «un prix que l'utilisateur peut facilement payer», voire même un prix qui permet l'accès «quels que soient les revenus des bénéficiaires» ou encore «un accès pour tous, indépendamment de la situation économique, sociale ou géographique».

Si cette dernière description a le mérite d'être claire, le Protocole sur les SIEG précité qui constitue la base juridique du droit primaire applicable (le Protocole a la même valeur juridique que le Traité) reste très vague.

Il s'agit donc de déterminer ce que c'est qu'un niveau élevé quant au caractère abordable, tel que le prescrit le Protocole 26, et de voir si les prix des services sont effectivement facilement payables par tous les citoyens quels que soient leurs revenus.

La réponse est rapidement trouvée; il suffit de consulter les données de l'office des statistiques de l'Union européenne (Eurostat) concernant le risque de pauvreté monétaire dans l'UE28.

Ainsi, en 2012, 124,5 millions de personnes, représentant 24,8% de la population, étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale¹ dans l'UE28. Ces personnes étaient ainsi confrontées à au moins l'une des trois formes d'exclusion notamment un risque de pauvreté, une privation matérielle sévère ou une très faible intensité de travail. Les plus fortes proportions de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale ont été enregistrées en Bulgarie (49%), en Roumanie (42%), et les plus faibles aux Pays-Bas et en République tchèque (15% chacun), en Finlande (17%), en Suède et au Luxembourg (18% chacun).

Parmi ces 125 millions de citoyens européens exposés au risque de pauvreté, la très grande majorité, à des degrés très variables selon les Etats membres, ne disposent pas des ressources nécessaires pour subvenir aux besoins essentiels, dont des services d'intérêt général fondamentaux, c.à d., que les concernés n'ont pas accès à un logement décent, ne peuvent pas se chauffer, souffrent de pauvreté énergétique, de fracture numérique, ou n'ont pas accès aux soins médicaux requis, parce que les prix de ces services ne leur sont pas/plus abordables!

Le Luxembourg n'y échappe pas, comme le prouve l'exemple du logement.

Dans son avis de 2013 «l'accès à un logement abordable» le Conseil Economique et Social luxembourgeois (CES) avait constaté que «pour tous ceux dont les revenus, en dépit d'éventuelles aides publiques, n'atteignent pas un certain niveau, leur droit d'accès devrait se concrétiser par l'offre d'un logement décent à un prix/loyer abordable, eu égard au revenu disponible du concerné et aux autres besoins élémentaires à satisfaire par ce dernier».

Selon Eurostat, il y a surcharge du coût de logement si les coûts totaux de logement (après déduction des allocations de logement) d'un ménage représentent plus de 40% du revenu disponible. Le Gouvernement luxembourgeois va même plus loin notamment, par le projet de loi relative à la promotion du logement et de l'habitat durables, qui retient qu'un taux d'effort financier pour un logement est «communément considéré comme acceptable et raisonnable aussi longtemps qu'il ne dépasse pas le tiers du revenu.»

Or, dans l'avis précité du CES, ce dernier constate, chiffres à l'appui, qu'un logement décent n'est plus abordable pour une partie de plus en plus grande de la population.

Il résulte de ce tableau que ce ne sont pas seulement les ménages ayant un revenu mensuel disponible (après transferts et impôts) inférieur au salaire social minimum qui sont confrontés à un surcoût du logement. Selon l'enquête budget des ménages de 2010 (derniers chiffres disponibles), 5.794 ménages propriétaires et 11.892 ménages locataires accusaient une surcharge du coût du logement.

S'y ajoutent 8.246 ménages n'étant pas considérés comme ayant un risque de pauvreté (vu qu'ils disposent d'un revenu supérieur à 60% du revenu médian) qui vivent dans un logement en surpeuplement pour éviter une surcharge des coûts.

En 2011, le nombre de bénéficiaires d'un logement locatif social se chiffrait à 3.282 ménages de sorte que le nombre de ménages pour qui un logement sur le marché privé était inabordable se chiffrait à presque 30.000, sans que le Gouvernement ne semble décidé d'y remédier.

La CGFP réitère sa proposition d'intervenir sur les prix du marché, une proposition reprise par tout le groupe salarial du CES dans son avis «l'accès à un logement abordable».

Pour ledit groupe salarial les prix surélevés des terrains à bâtir, qui sont l'élément principal du coût démesuré du logement au Luxembourg, ne saura être combattu avec une seule augmentation de l'offre de terrains. Il est à craindre que même une extension du périmètre d'agglomération, forcément limitée, ne pourra établir l'équilibre entre l'offre et la demande, mais, au contraire, engendrera une nouvelle vague de spéculations et de rétentions de terrains.

Il est évident, vu la structure atypique du marché du logement, associée à la rétention de terrains, que les règles de la concurrence ne peuvent pas s'appliquer correctement. Une mise sur le marché de nouveaux terrains à prix régulé exercera une pression sur les prix des terrains non bâtis se trouvant dans l'actuel périmètre d'agglomération, non seulement par l'effet de l'augmentation de l'offre, mais surtout par le jeu de la concurrence.

Il s'ensuit que l'Etat devra contre-carrer les défaillances du marché et intervenir par un plafonnement des prix des terrains dans les nouvelles zones d'agglomération, par are et par région. Or, pour combattre efficacement la rétention de terrains, un plafonnement des terrains ne pourra toutefois atteindre pleinement l'objectif visé que si, en même temps, des taxes sur la rétention de terrains sont appliquées.

Un autre exemple de prix de moins en moins abordables est celui de l'énergie.

La pauvreté énergétique est une notion peu explorée au Luxembourg. Le seul indicateur connu est le nombre de 10.000 ménages bénéficiaires d'une

allocation chauffage pour régler leurs factures d'énergie. Ce chiffre ne tient pas compte des stratégies de paiements diverses (étalement des dettes, emprunts, etc) pour échapper à des coupures d'approvisionnement ou des refus de livraison de fuel de chauffage, dont le nombre n'est pas rendu public.

Le caractère abordable des SIEG dans le droit européen

La législation européenne n'établit pas les critères à utiliser pour déterminer si des prix sont abordables ou non.

Dans sa communication (COM (2003/270)) la Commission souligne que les Etats membres doivent définir certains critères à appliquer pour déterminer le caractère abordable d'un service et devront veiller à ce qu'il soit réellement offert en mettant sur pied un mécanisme de contrôle des prix (plafonnement des prix/péréquation géographique et/ou en accordant des subventions aux personnes concernées).

Selon la Commission, ces critères pourraient par exemple se rattacher au taux de pénétration ou aux prix d'un panier de services de base lié au revenu disponible de certaines catégories de clients.

La Commission européenne reconnaît dans le livre vert sur les services d'intérêt général (COM(2003)270 final) que certains services d'intérêt général ne sont pas entièrement satisfaits par les marchés seuls parce que les prix du marché sont trop élevés pour

suite page 23

¹ Sont considérées comme à risque d'être pauvres ou exclues socialement les personnes relevant d'au moins un des 3 critères suivants :

- les personnes vivant dans un ménage disposant d'un revenu équivalent-adulte disponible (après transferts sociaux en espèces) inférieur au seuil de pauvreté qui est fixé à 60% du revenu médian national équivalent-adulte (après transferts sociaux);
- les personnes en situation de privation matérielle grave ont des conditions de vie limitées par un manque de ressources et sont confrontées à la privation d'au moins 4 des 9 éléments suivants. Ils ne sont pas en mesure: de payer un loyer ou des factures courantes, de chauffer correctement leur domicile, de faire face à des dépenses imprévues, de consommer de la viande, du poisson ou un équivalent de protéines tous les deux jours, de s'offrir une semaine de vacances en dehors de leur domicile, de posséder une voiture personnelle, un lave-linge, un téléviseur couleur, ou un téléphone;
- les personnes vivant dans des ménages à très faible intensité de travail sont les personnes âgées de 0 à 59 ans vivant dans des ménages dans lesquels en moyenne les adultes (âgés entre 18 et 59 ans) ont utilisé moins de 20% de leur potentiel total d'emploi au cours de l'année passée. Les étudiants sont exclus.

Dépense annuelle moyenne du logement selon la classe de revenu en 2009

revenu mensuel disponible	< 1.850€	1.850 - 2.499€	2.500 - 3.099€	3.100 - 3.699€	3.700 - 4.999€	5.000 - 6.199€	> 6.200€
Dépense annuelle de consommation au total	28.896	36.891	42.305	47.842	58.873	68.206	85.394
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	13.331	16.459	16.841	17.752	20.137	21.128	24.707
	46,1%	44,6%	39,8%	37,1%	34,2%	31,0%	28,9%

Source: enquête sur le budget des ménages (EBM) 2011, STATEC

Toute révolution
démontre à la base.

swissflex®
Finest sleep technology.



Avec sa technologie brevetée bridge®, le nouveau sommier Swissflex® s'adapte à toutes les morphologies aussi bien qu'à chacun de vos mouvements. Il n'existe pas de sommeil plus sain ni plus confortable. Venez faire l'expérience directe d'un confort de sommeil sans compromis.



**MAISON
DU LIT**
EN FORME DEMAIN

99, route de Longwy • L-8080 BERTRANGE
Tél. : 44 55 12 • Fax : 44 55 05

www.maisondulit.lu



17, rue de Luxembourg • ESCH/ALZETTE
Tél. : 54 20 24

1A, route de Luxembourg • BERELDANGE
Tél. : 33 67 40

parking privé

www.kandel.lu

snaidero
CUCINE PER LA VITA

by

KITCHEN Store

204 route d'Arlon • L-8010 STRASSEN
Tél. : 26 11 98 50 • Fax : 26 11 98 51
www.kitchenstoreluxembourg.com



PRAÏSBEWOSST KAAFEN, DAT ASS OCH BEI SNAIDERO MÉIGLECH.
DAT BEDEIT QUALITÉIT ZUM BESCHTE PRAÏS.

Snaidero huet un all déi geduecht déi nët hiere ganzen Budget an d'Kichen setze wëllen wéi sie Abaco entwéckelt hun, eng Gamme déi exklusiv bei Snaidero ze kréien ass.

Kee Kompromiss wat d'Qualitéit ubelangt, déi selbescht Garantie vun 10 Joër, en typëschen italeschen Design...an dat ass méiglech gin, well de Programm sech un d'Highlights aus der

Kollektioun orientéiert (e konzentréierten Choix vu Miwwelen a Foarwen déi kee Wunsch opléist).

Kuerz gesot, eng Snaidero-Kichen fir déi Jonk, fir Leit déi de Budget am A behalen, fir Aer Immobilie-Projet'en an dat ouni op d'Qualitéit an Design ze verzichten.

Mat Abaco kritt Daer Aer Snaidero-Kichen schon ab 12 000 € !



Verlängerung bis den 30. Abrëll fir Member

Bis den 31. Maerz bei engem Kaaf ab 20 000 €, offrëieren maer Iech:
Keramikaarbechtsplaque (nëmmen den Diamant kann d'Oberfläch schrëiben, hëtzebestaenneg bis 900° C, keng Flecke méi !)*
oder E Schäffchen an eng Mikrowelle (oder e Dampfgarer) an eng Induktionsplaque vu **Miele** *

* Konditiounen benken am Geschäft aus, nët mat vierechten a zukünftegen Offer'en cumalabel

suite de la page 21

les consommateurs à faible pouvoir d'achat ou parce que le coût de la fourniture de ces services ne pourrait être couvert par les prix du marché. C'est pourquoi les autorités publiques ont toujours eu comme responsabilité première de veiller à ce que les besoins de base collectifs soient satisfaits et que les services d'intérêt général soient préservés lorsque les forces du marché ne peuvent y parvenir.

Toujours, selon la Commission, l'accessibilité tarifaire ne doit pas être confondue avec le principe de la tarification en fonction des coûts, auquel elle n'est pas nécessairement assimilable. De fait, le marché ne peut, dans le meilleur des cas, que proposer un prix fixé en fonction des coûts. Toutefois, si ces coûts ne sont pas jugés abordables, l'État peut décider d'intervenir pour veiller à ce que tout le monde puisse accéder au service à un prix abordable. Dans certains cas, un service sera abordable s'il est proposé gratuitement à tout le monde ou à des groupes spécifiques de personnes. Les États membres peuvent, au vu des circonstances nationales, exiger que les entreprises désignées proposent aux personnes des options ou des formules tarifaires qui diffèrent de celles offertes dans des conditions normales d'exploitation commerciale, dans le but notamment de garantir que les personnes ayant de faibles revenus ou des besoins sociaux spécifiques ne soient pas empêchées d'accéder à un service ou d'en faire usage.

La législation européenne laisse aux États membres la compétence et la responsabilité de vérifier le caractère abordable des prix, leur demande de définir des critères à appliquer pour déterminer le caractère abordable d'un service et leur impose de veiller à ce qu'il soit réellement offert.

Ménages en situation de surpeuplement par statut d'occupation du logement selon le risque de pauvreté en 2010

		<60% du revenu médian eq ¹	>60% du revenu médian eq ²	Total
Propriétaire				
Hypothèque ou prêt en cours	en nombre absolu	316	1.057	1.373
	en % *	6,3	1,8	2,2
ni hypothèque, ni prêt en cours	en nombre absolu	5	205	210
	en % *	0,2	0,3	0,3
Locataire				
loyer au prix du marché	en nombre absolu	7.083	6.427	13.510
	en % *	42,3	15,1	22,8
loyer à prix réduit ou gratuit	en nombre absolu	431	557	988
	en % *	20,5	6,8	9,6

Source: EU-SILC, STATEC *par rapport au total des ménages de cette sous-catégorie et en situation de surpeuplement

Comme les États membres, y compris le Luxembourg, n'y répondent pas, le Comité Economique et Social européen propose que l'Union européenne, d'une part, clarifie le concept du caractère abordable des SIEG pour tous et l'adapte aux exigences du traité de Lisbonne (Protocole 26), ainsi que de la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées et, d'autre part, introduise des mesures législatives dans le droit dérivé, obligeant les États membres:

- de définir des indicateurs pour déterminer le caractère abordable d'un service, ainsi qu'un mécanisme d'une évaluation indépendante des performances des SIEG, en y intégrant le respect de l'accessibilité économique;
- de déterminer un panier de services de base, dont le taux d'effort d'un ménage est fixé en fonction de ce qui est acceptable, par rapport au revenu disponible. Un niveau maximal des dépenses pour ces services essentiels devra donner une base objective pour quantifier la notion de caractère

abordable et pour déterminer le pourcentage général des dépenses d'un ménage à partir duquel il y a surcoût, donnant droit, le cas échéant, à des aides publiques.

S'il devait s'avérer que les prix sont inabordables le Gouvernement concerné dispose des moyens pour intervenir dans le marché et de veiller à ce que tout le monde puisse accéder aux SIEG à un prix abordable...encore faut-il que l'autorité publique ait le courage et la détermination de le faire.

R.H.

GRATIS!

CGFP-Website

www.cgfp.lu

Abonnieren Sie jetzt die CGFP-Newsletter

Immer topaktuell unter www.cgfp.lu

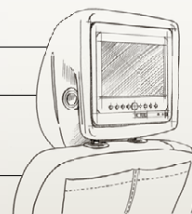
SÉRIE LIMITÉE RENAULT SCÉNIC R-MOVIE INSPIRÉE PAR LES ENFANTS



Grâce aux écrans DVD intégrés, le calme revient sur la banquette arrière.

Conçu pour les familles qui aiment bouger, Scénic R-Movie est équipé d'un lecteur DVD avec deux écrans encastrés dans les appuie-têtes avant. Finis les "C'est quand qu'on arrive?" et le tintamarre à l'arrière : maintenant les enfants sont sages comme des images.

Série Limitée Scénic R-Movie Energy TCe 115



www.renault.lu



4,1 - 7,4 L/100 KM. 105 - 179 G CO₂/KM. DONNONS PRIORITÉ À LA SÉCURITÉ. Renault préconise

RENAULT LUXEMBOURG

2 Rue Robert Stumper
L-2557 LUXEMBOURG
40.30.40.1

GARAGE THOMMES

92 Op der Strooss
L-7650 HEFFINGEN
87.81.15.1

RENAULT BEGGEN

182 Rue de Beggen
L-1220 BEGGEN
43.52.32.1

GARAGE SCHNEIDERS

17 Rue de Luxembourg
L-6450 ECHTERNACH
72.90.45.1

RENAULT DIEKIRCH

26 Route d'Ettelbrück
L-9230 DIEKIRCH
80.88.80.1

GARAGE DE L'EST

Zone artisanale et commerciale
L-6131 JUNGLINSTER
788.22.21

RENAULT ESCH-SUR-ALZETTE

Rue Jos Kieffer
L-4176 ESCH-SUR-ALZETTE
57.29.76.1

SERVICE AUTOMOBILE

1b Route d'Arlon
L-8310 CAPELLEN
30.93.41

GARAGE FELTEN

Weicherdange - Tél.: 92.16.12

GARAGE REINERT

Petange - Tél.: 50.37.87

GARAGE GELZ

Steinfort - Tél.: 39.00.47

GARAGE SCHILTZ

Buderscheid - Tél.: 26.88.90.75

GARAGE KAUTEN

Beckerich - Tél.: 23.62.13.67

GARAGE THOMMES

Mersch - Tél.: 26.32.39

GARAGE RECH

Esch/Alzette - Tél.: 54.34.34

Jugendpolitik ist Zukunftspolitik

Aus der jüngsten gemeinsamen Sitzung der CESI-Fachkommissionen SOC und FEMM

Die „Europäische Jugendpolitik“ war ein Schwerpunktthema in der jüngsten Sitzung der CESI-Fachkommission SOC, die am vergangenen 25. März unter dem Vorsitz von Margarida Geda Seoane (Portugal) in Anwesenheit von CESI-Präsident Romain Wolff und CESI-Generalsekretär Klaus Heeger in den Geschäftsräumen der CESI in Brüssel tagte. Die Grundlage bildete dabei die sogenannte Europäische Jugendgarantie, nach amtlicher Darstellung „ein neues Konzept zur Bekämpfung der Jugendarbeitslosigkeit“, dessen Ziel es ist, allen jungen Menschen, ob beim Arbeitsamt gemeldet oder nicht, innerhalb von vier Monaten nach Abschluss ihrer Ausbildung oder nachdem sie erwerbslos geworden sind, „mit einem konkreten und qualitativ hochwertigen Angebot“ zu begegnen. Dieses Angebot, eine Arbeitsstelle, ein Ausbildungsplatz, ein Praktikum oder eine Fortbildung, sollte auf die persönliche Situation und die Bedürfnisse der Person abgestimmt sein.

Eins steht dabei außer Frage: Die konkrete Umsetzung setzt eine enge Zusammenarbeit aller Beteiligten voraus: Behörden, Arbeitsämter, Berufsberatungsstellen, Bildungs- und Ausbildungseinrichtungen, Jugendfördervereine, Unternehmen, Arbeitgeber und Gewerkschaften.

Besonders wichtig ist dabei ein frühzeitiges Eingreifen. In vielen Fällen sind Reformen, beispielsweise der Bildungs- und Ausbildungsstrukturen, notwendig. Die EU-Länder entwickeln derzeit nationale Aktionspläne zur Umsetzung der Jugendgarantie. Die Europäische Kommission hilft beim Erstellen dieser Pläne und arbeitet auf eine möglichst rasche Verwirklichung der Jugendgarantie.

Vor diesem Hintergrund hat sich die Kommission SOC der CESI nun, ein Jahr nach der Verabschiedung des Jugendbeschäftigungspakets 2020, mit den Themen „Jugendgarantie“ und „Aussichten für junge Arbeitnehmer“



beschäftigt. In einem den Kommissionsmitgliedern vorgelegten ersten Entwurf einer entsprechenden Resolution heißt es zunächst einmal, dass die Herausforderungen, vor denen die Europäische Union stehe, nicht auf die Generationen von jung und alt reduziert werden könnten. Armut, soziale Ausgrenzung, prekäre soziale Verhältnisse, Vereinbarkeit von Familie, Partnerschaft und Arbeitswelt seien heute vielmehr generationsübergreifend anzutreffen. Und daher verfolge die CESI eine Strategie gegen soziale Ausgrenzung der Generationen (im Plural) in der Zivilgesellschaft. Die Generationen von alt und jung in Europa, als Teil der europäischen Zivilgesellschaft, hätten „mittendrin zu sein, statt außen vor“. Teilhabemöglichkeit bedeute aber auch, den Zugang nicht durch prekäre soziale Situationen zu versperren.

Die Jugendpolitik sei somit Teil der Gewerkschaftsarbeit der CESI und erfolge sektorenübergreifend. Dabei werde Jugendpolitik nicht als Problemfeld betrachtet im Sinne einer Politik der „Problemgruppen“. Die prekäre soziale und

wirtschaftliche Situation der Jugendlichen sei in der Tat derart mannigfaltig, dass sie nicht auf sogenannte Problemgruppen reduziert werden könnte.

Die Jugend stelle die Generation von morgen dar, in Europa und in den Mitgliedstaaten. Allein schon aus diesem Grunde müsse der Gestaltungsspielraum für Jugendpolitik vor Ort für die CESI einen hohen Stellenwert haben. Die Mobilität in Europa dürfe jedenfalls nicht dazu führen, dass Jugendliche, die in der Region verbleiben, von einer Weiterbildung ausgeschlossen blieben. Jugendpolitik bedeute gesellschaftliche Zukunftspolitik – in den Mitgliedstaaten und auf europäischer Ebene.

Somit gehe Jugendpolitik für die CESI über die ökonomische Betrachtung hinaus. Die CESI stehe vielmehr für eine Jugendpolitik, die nicht nur die „Besten“ anspreche, sondern die Lebensumstände aller Jugendlichen erfasse.

Chancengleichheit

Die Chancengleichheit zwischen Frauen und Männern und die Förderung

der Gleichstellung in unterschiedlichen Lebenslagen waren die zentralen Themen der dieser Sitzung vorausgegangen Tagung der Fachkommission FEMM.

In einem den Teilnehmern vorgelegten CESI-Papier, das sich zugleich als Aufruf versteht, im kommenden Mai ein starkes Europaparlament zu wählen, wird zunächst daran erinnert, dass schon in dem ersten EU-Vertrag der Grundsatz von gleichem Lohn für gleiche Arbeit festgeschrieben worden sei. Bis heute werde an dessen Umsetzung gearbeitet. Der jährliche *Equal Pay Day* zeige allerdings immer wieder, dass der Grundsatz des Vertrages von Rom in allen Ländern der EU noch nicht vollständig umgesetzt sei.

Mit dem Vertrag von Amsterdam sei die Gleichberechtigung von Männern und Frauen als politisches Ziel verankert worden, keine Regierung, egal, von welchen Parteien sie getragen werde, könne nun dahinter zurückfallen. Mit den Mutterschutzregeln würden europaweit allen Müttern und ihren Kindern gleiche Rechte garantiert. Die Lohnfortzahlung sei in diesem Bereich wegweisend gewesen, auch für nationale Elternzeitgesetze.

Mit all diesen Regelungen habe die Europäische Union die Lebenswirklichkeit von Frauen positiv beeinflusst. Nichtsdestotrotz bleibe noch viel zu tun. Körperliche Gewalt, Lohnunterschiede und ungleiche Aufstiegschancen im Beruf seien in der Europäischen Union noch immer an der Tagesordnung. Demzufolge gebe es innerhalb der EU auch kein Erkenntnisproblem, sondern vielmehr ein Umsetzungsproblem. Und daher auch der abschließende Appell der CESI-Fachkommission FEMM, im kommenden Mai ein starkes Europaparlament zu wählen, auf dass der eingeschlagene Weg konsequent fortgeführt werden könne.

s.h.

1000 raisons de voter pour l'Europe

Le président de la Confédération Européenne des Syndicats Indépendants (CESI), Romain Wolff, a adhéré à une campagne visant à encourager les électeurs à exprimer quelle forme d'Europe ils désirent voir après les prochaines élections au Parlement européen. La CESI s'est alliée avec le Mouvement européen international afin de mener une campagne transfrontalière encourageant les citoyens à voter. La CESI invite toutes les organisations membres à suivre le pas de leur président et à exprimer pourquoi ils votent pour l'Europe.

Après les élections du 22 au 25 mai, Bruxelles entrera dans la huitième législature du Parlement, qui durera de 2014 à 2019 et jouera un rôle essentiel pour déterminer la nature de la prochaine Commission



Européenne. En d'autres termes, ces élections seront très importantes pour la législation mise en avant pendant les cinq prochaines années.

«Votons pour construire ensemble l'Europe sociale!»

(Romain Wolff, président de la CESI)

Les élections seront aussi les premières après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. A partir de maintenant, les députés du Parlement européen éliront le Président de la Commission européenne et

devront donner leur aval au collège des commissaires – le Haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité compris – avant qu'il ne puisse exercer ses fonctions.

Alors que la CESI est un partisan de l'indépendance à l'égard des influences politiques, il est indispensable pour les citoyens de l'Europe de voter selon les questions qui les touchent et qui sont importants pour eux en tant qu'individus.

C'est dans cet esprit que la CESI offre à ses membres la chance de mener campagne virtuellement à Bruxelles et au-delà, afin d'encourager les électeurs de voter sur les dossiers qui leur tiennent le plus à cœur.

p.r.



Visitez notre site Internet:
www.cgfp.lu



B comme Bien conseiller

Chez B immobilier, notre mission va plus loin que simplement trouver le bien dont vous rêvez. Bien conseiller, c'est aussi ça notre mission. Pour qu'aujourd'hui, demain et tout au long de votre vie vos projets immobiliers correspondent vraiment à vos besoins.

ACHAT • VENTE • LOCATION
CONSEIL IMMOBILIER, FINANCIER ET FISCAL

www.b-immobilier.lu



Réussissons ensemble



Pour plus d'informations sur nos services bancaires, n'hésitez pas à nous appeler au (+352) 42 42-2000.



**BGL
BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

bgl.lu

VARIO KIELGAST – URLAUB ZU HAUSE



Lamellendächer,
Glasschiebedächer,
Wintergärten uvm.

WOHNFÜHLEN NEU ENTDECKEN ...
MIT DEN TERRASSENÜBERDACHUNGEN VON KIELGAST



Kostenlose Fachberatung vor Ort:
Bettina Kober,
kober@vario-kielgast.de
+49 163 / 66 88 229

Vario Kielgast GmbH · Auf'm Brinke 14 · 59872 Meschede
Tel.: +49 291 / 7422 · Fax: +49 291 / 50948
www.vario-kielgast.lu · info@vario-kielgast.de



Viandes fraîches
Gibier - Volaille
Charcuteries
Salaisons

A[®]WIETOR

VIANDES EN GROS

www.wietor.lu



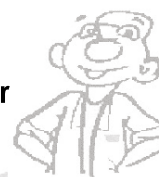
19A, rue de Haller

L-6312 Beaufort

Tél : 83 64 85-1

Fax : 86 90 87

e-mail : wietor@internet.lu



Cours de formation et d'appui scolaires



Cours d'appui, de rattrapage, de révision et de méthodologie pour les élèves de l'enseignement secondaire et secondaire technique luxembourgeois

Inscription et informations
(du lundi au vendredi de 09h30 à 11h30): 26 77 77 77

afas@cgfp.lu
http://www.cgfp.lu/cgfp_services

AFAS 
Association de Formation
et d'Appui scolaires a.s.b.l.



- parteipolitisch unabhängig
- ideologisch neutral
- repräsentativ
- dynamisch
- erfolgreich
- 28 000 Mitglieder

Ihre Berufsvertretung

Stehen Sie nicht im Abseits – Werden Sie noch heute Mitglied der



Die CGFP bietet:

- ✓ Wirksame Berufsvertretung, besonders Ihrer moralischen und materiellen Interessen und erworbenen Rechte
- ✓ Gratisabonnement auf die Verbandszeitung „fonction publique“
- ✓ Kostenlose juristische Beratung in Beamtenrechtsfragen
- ✓ Kostenlose Auskunft und Unterstützung in Gehalts-, Pensions-, Krankenkassen- und Steuerangelegenheiten

sowie ein umfassendes Dienstleistungsangebot:

- ✓ CGFP-Bausparen (mit Sofortkredit)
- ✓ CGFP-Versicherungen (alle Sparten)
- ✓ Krankenzusatzversicherung
- ✓ CGFP-Sterbekasse (mit Zugang zur „Caisse chirurgicale“)
- ✓ Zusatzpensionsversicherung
- ✓ Service CGFP de Placement (Geldanlage)
- ✓ CGFP-Konsumkredit („petits prêts“)
- ✓ Fondation CGFP de Secours / CGFP-Hilfswerk
- ✓ CGFP-Reiseagentur Lux Voyages
- ✓ Kindertagesstätte „Kaweechelchen“
- ✓ CGFP-Nachhilfevermittlung für die Sekundarstufe „AFAS“

Und so einfach geht's:

Untenstehende Karte ausfüllen und einsenden an:

CGFP

Boîte postale 210
L-2012 Luxembourg

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE
DE LA FONCTION PUBLIQUE
Boîte postale 210
L-2012 LUXEMBOURG

CGFP

Déclaration d'adhésion

Je soussigné(e) déclare par la présente que j'adhère à la Confédération Générale de la Fonction Publique CGFP.

J'autorise le Bureau Exécutif de la CGFP à prélever sur mon compte-courant le montant de la cotisation annuelle.

Nom et prénom:

Domicile: Code postal no

Rue: no

Administration/Service:

Fonction: Date de naissance:

CCP ou
compte bancaire no: IBAN LU

....., le

(signature)

REMARQUE: La cotisation annuelle, qui est actuellement fixée à 55,00 € (retraités/veuves: 35,00 €), comprend l'abonnement au périodique «fonction publique» et donne droit à toutes les prestations de la CGFP.

Poste vacant

Le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Service national d'action sociale
se propose d'engager, à partir du 4 juin au 21 octobre 2014,

un(e) assistant(e) d'hygiène sociale ou assistant(e) social(e)

à raison de 40 heures / semaine pour le remplacement d'un congé de maternité

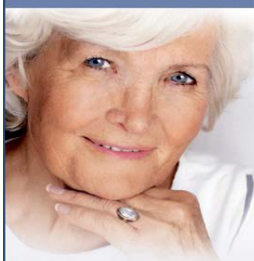
Le(a) candidat(e) doit être détenteur(-trice) du diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent, avoir accompli quatre années d'études professionnelles au moins et être détenteur(-trice) du diplôme luxembourgeois d'assistant social.

Une première sélection sera faite sur base des dossiers.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une copie des diplômes, doivent être adressées au Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Service national d'action sociale, 12-14, avenue E. Reuter, L-2420 Luxembourg, au plus tard pour le **11 avril 2014**

Ihre Treppe leicht hinauf und hinunter!

Entdecken Sie den Treppenlift von
THYSSENKRUPP Ascenseurs



Ob kostenloses Preisangebot für Treppenlifte oder Besuch,
Rufen Sie uns einfach an: 40.08.96

THYSSENKRUPP ASCENSEURS S.à r.l.
22, Rue Edmond Reuter, L-5326 Contern
Tel.: 40.08.96, E-mail: luxembourg@thyssenkrupp.com



ThyssenKrupp

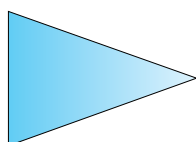
Foyer de jour CGFP

Kaweechelchen

36, rue J. B. Esch — L-1473 Luxembourg

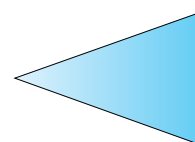
Tél.: 25 03 54 — Fax: 25 28 84

Pour tout renseignement s'adresser à
Mme Renée Groff, directrice



- **Actualités**
- **Prestations**
- **Services**

- **Documents**
- **Le Journal**
- **Liens**



Visitez notre site Internet:

www.cgfp.lu

Carrières FEIDT



Montée d'Ernzen
L-7636 Ernzen

Tél. : (00352) 87 94 75 /

Fax : (00352) 87 94 78



Pierres naturelles Gabions

www.carrieresfeidt.lu

Vous avez changé d'adresse?



Alors n'oubliez pas de nous le faire savoir en renvoyant le talon-réponse ci-dessous à la

CGFP / 488, route de Longwy / L-1940 Luxembourg

ou en utilisant le formulaire électronique sous: www.cgfp.lu/Changement-adresse.html



Ancienne adresse

Nom:

Prénom:

No et rue:

Code postal:

Localité:

Nouvelle adresse

.....

.....

.....

.....

.....

email:

CGFP – eine Erfolgsgeschichte

- ▶ Wir haben den Fortschritt gewährleistet und Ihren sozialen Besitzstand mit allen Mitteln verteidigt.
- ▶ Wir haben durch ununterbrochenen Einsatz bedeutende Aufbauarbeit geleistet, Strukturen und Dienstleistungen geschaffen, die sich zeigen lassen.
- ▶ Wir haben damit der öffentlichen Funktion und ihrer Berufsbewegung zu Ansehen und Respekt verholfen.
- ▶ Mit der öffentlichen Funktion muss gerechnet werden.
- ▶ Die CGFP ist heute ein ebenbürtiger Partner auf der sozialen Ebene. An ihr kommt niemand mehr vorbei.
- ▶ Wir wollen weiterhin eine unabhängige, geeinte und solidarische öffentliche Funktion, sowohl im Dienst all unserer Mitglieder als auch der nationalen Gemeinschaft.



Der Allgemeine Staatsbeamtenverband



3 % CGFP-Exklusiv-Rabatt*

LUX VOYAGES

Geheimnisvolles Java und traumhaftes Bali Privat-Rundreise



DEROUR

Die indonesische Hauptinsel Java ist wie geschaffen für eine abwechslungsreiche Rundreise. Bestaunen Sie die beeindruckenden Ruinen einer hinduistischen Tempelstadt auf dem Dieng-Plateau sowie die berühmte buddhistische Tempelanlage Borobudur und genießen Sie den farbenprächtigen Sonnenaufgang auf dem Vulkan Mount Bromo. Die natürliche Lebensfreude der Einheimischen und die vielen Gegensätze des Landes machen Indonesien zu einem der verlockendsten Ziele in Südostasien. Im Anschluss genießen Sie einige Tage auf der Trauminsel Bali.

Reisepreis: ab 3.129 € / Person im DZ, inklusive

- Flug (Economy) mit KLM ab/bis Luxemburg
- Transfers und Rundreise lt. Reiseverlauf im klimatisierten Pkw, per Zug und per Flugzeug
- Inlandsflug mit nationaler Fluggesellschaft
- 1 Übernachtung in Jakarta vor Beginn der Rundreise im Santika Premiere Hotel ****
- Rundreise 6 Nächte in 4-Sterne-Hotels und 1 Nacht in einem Cottage Hotel (am Vulkan Bromo)
- 4 Nächte im Laguna Hotel ***** am Strand von Nusa Dua/Bali im Deluxe Lagoon View Zimmer in Halbpension
- Verpflegung lt. Programm
- deutschsprachige Reiseleitung auf Java
- Eintrittsgelder/Besichtigungen lt. Programm auf Java
- hochwertiger Reiseführer u.v.m.

*exklusiv für CGFP-Mitglieder, generell auf allen Pauschalreisen, Kreuzfahrten, Hotel- und Mietwagenreservierungen.

LUX VOYAGES s.à r.l.
25-A, boulevard Royal
L-2449 Luxembourg
Tel.: 47 00 47 • Fax: 24 15 24
luxvoyages@cgfp.lu



Sparen mit Spielraum

Die flexible Art, für Kinder vorzusorgen

Kinder haben Ansprüche. Und auch diese wachsen. Damit Sie die kleinen und großen Wünsche finanzieren können, sprechen Sie mit einem BHW Berater drüber. Oder rufen Sie die CGFP Hotline an: 473651

Die CGFP ist der BHW Bausparkpartner im Großherzogtum Luxemburg für den öffentlichen Dienst.

 **BHW Bausparkasse Niederlassung Luxemburg**
16, rue Erasme, L-1468 Luxembourg Kirchberg, www.bhw.lu

